

VAINCRE LA PAUVRETÉ GRÂCE AU COMMERCE : QUEL RÔLE POUR L'AIDE À L'APPUI DES ÉCHANGES



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

AVANT-PROPOS

Les échanges occupent une place centrale dans le programme d'action à l'appui de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. C'est pourquoi l'Initiative en faveur de l'aide pour le commerce fait de l'aide et du commerce deux éléments indissociables d'une stratégie de croissance plus large ayant pour objectif général d'élever les niveaux de vie et de faire reculer la pauvreté dans les pays en développement. Dans la perspective d'un accroissement de l'impact du commerce sur la pauvreté, la communauté du développement dans son ensemble reconnaît que l'intégration commerciale est importante pour l'instauration d'une croissance économique soutenue et que l'aide pour le commerce fournit un cadre essentiel pour faciliter ce processus en levant les contraintes qui empêchent les pauvres de saisir les nouvelles opportunités économiques découlant de l'expansion des marchés régionaux et mondiaux.

L'OCDE s'efforce de mettre en œuvre l'Initiative en faveur de l'aide pour le commerce, menée conjointement par le Comité d'aide au développement et le Comité des échanges, selon des modalités qui permettent aux pays partenaires d'utiliser les échanges comme levier efficace de croissance économique et comme instrument en vue d'atteindre leurs objectifs en matière de lutte contre la pauvreté. L'objectif de ces travaux est notamment d'exposer les raisons pour lesquelles il convient de renforcer l'intégration des questions commerciales dans les programmes des donateurs, et les moyens d'y parvenir.

Vaincre la pauvreté grâce au commerce : Quel rôle pour l'aide à l'appui des échanges contient des informations utiles pour amorcer la réflexion sur le volet relatif aux raisons et a pour objectif de faire comprendre à la communauté des donateurs que les échanges sont un vecteur important de développement. Les connaissances actuelles relatives à l'impact des échanges sur la croissance favorable aux pauvres, aussi bien à l'intérieur des pays que d'un pays à l'autre, y sont examinées, ainsi que la façon dont l'aide pour le commerce peut contribuer à renforcer les capacités commerciales des pays pauvres, aider les populations démunies à tirer profit des nouvelles opportunités économiques, ou les protéger des effets négatifs.

Il importe de faire mieux saisir aux donateurs et aux pays partenaires la contribution potentielle du commerce à la croissance et au développement économiques, les difficultés associées à la concrétisation de ce potentiel, et le rôle que peut jouer l'aide pour le commerce pour contrer ces problèmes. Le présent document expose des arguments justifiant un accroissement et une amélioration de l'aide à l'appui des échanges et explique pourquoi cette aide peut être un élément important d'une stratégie de développement favorable aux pauvres.

REMERCIEMENTS

Le présent document a été rédigé par M. Masato Hayashikawa (masato.hayashikawa@oecd.org) de la Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE. L'auteur souhaite remercier M. Ken Heydon pour les modifications qu'il a apportées au document, MM. William Nicol, Frans Lammersen et Raed Safadi, et Mme Martina Garcia pour leurs précieux commentaires sur les premières versions, et Mmes Carola Miras et Angela Stuart pour leur concours lors de la révision.

Table des matières

Foreword	3
Acronyms	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
Trading out of poverty: How aid for trade can help	9
Introduction	Error! Bookmark not defined.
Why trade matters	Error! Bookmark not defined.
When does trade not deliver?	Error! Bookmark not defined.
What aid for trade can do	Error! Bookmark not defined.
Global approaches – local solutions	Error! Bookmark not defined.
Conclusions	Error! Bookmark not defined.

GRAPHIQUES

Graphique 1. Croissance annuelle relative des exportations (biens et services) (moyenne mondiale = 0)	17
Graphique 2. Part du commerce dans le PIB, en pourcentage	18
Graphique 3. Exportations (biens et services) par habitant, en prix constants (1980-2005)	18

ENCADRÉS

REMERCIEMENTS	4
Encadré 1. Commerce, croissance et réduction de la pauvreté : où en est-on ?	14
Encadré 1. Commerce, croissance et réduction de la pauvreté : où en est-on ? (<i>suite</i>)	16
Encadré 2. Relier les pays sans littoral : une question d'infrastructures	24
Encadré 3. L'exemple de l'agro-industrie en Zambie	27
Encadré 4. Les femmes et le commerce : le cas de l'industrie du vêtement au Cambodge	28
Encadré 5. Le cas des transferts monétaires à visée sociale en Afrique du Sud.....	30

Sigles et abréviations

CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CUTS	Consumer Unity and Trust Society
DFID	Department for International Development (Royaume-Uni)
DPI	Droits de propriété intellectuelle
FMI	Fonds monétaire international
IDE	Investissement direct étranger
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
NPF	Nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies sur le développement
PTA	Accords commerciaux préférentiels
R-D	Recherche et développement
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union européenne
USD	Dollars des États-Unis
ZFE	Zones franches d'exportation

Vaincre la pauvreté grâce au commerce : Quel rôle pour l'aide à l'appui des échanges

« La plus sacrée et la plus inviolable de toutes les propriétés est celle de son propre travail, parce qu'elle est la source originaire de toutes les autres propriétés... Le patrimoine du pauvre est dans sa force et dans l'adresse de ses mains et l'empêcher d'employer cette force et cette adresse de la manière qu'il juge la plus convenable, tant qu'il ne porte de dommage à personne, est une violation manifeste de cette propriété primitive ».

La richesse des nations, Livre I, Chapitre X, Partie II (Adam Smith, 1776)

“For many people economic poverty is rooted in their inability to trade – and trade is a vital route out of poverty.”

(Trade Matters; DFID, 2005)

Introduction

La croissance économique est l'instrument le plus efficace pour réduire la pauvreté. Aucun pays n'a réussi à développer son économie en tournant le dos au commerce international et à l'investissement étranger direct à long terme. Pratiquement tous les pays qui ont atteint une croissance économique soutenue y sont parvenus en saisissant les opportunités offertes par la libéralisation des marchés mondiaux. Cela dit, de nombreux pays à faible revenu se heurtent encore à de gros obstacles qui les empêchent de développer et de diversifier leurs échanges. En outre, la réforme et la libéralisation du commerce n'a pas toujours produit les avantages escomptés en termes d'expansion des courants d'échanges, de croissance et de réduction de la pauvreté. Les effets de la réforme et de l'expansion du commerce sur les pauvres sont très variables selon le contexte et dépendent des habitudes de consommation des pauvres, ainsi que de la mesure dans laquelle la croissance induite par le commerce se matérialise dans des zones où vivent des hommes et des femmes pauvres et des secteurs où ils exercent une activité. Face à ce constat, la communauté internationale est convenue d'intensifier et d'améliorer l'aide pour le commerce afin d'aider les pays en développement, en particulier les moins avancés, à se doter des capacités d'offre et des infrastructures commerciales requises pour renforcer leurs échanges et tirer profit de leur intégration dans l'économie mondiale.

L'aide pour le commerce vise à faire des politiques commerciales et des politiques d'aide deux éléments indissociables au service de l'élévation des niveaux de vie et de la lutte contre la pauvreté. Elle est censée servir à assurer que les avantages des politiques commerciales se matérialisent, en particulier quand les instruments traditionnels de réforme de ces politiques ne permettent pas à eux seuls d'obtenir les bienfaits escomptés grâce à l'expansion du commerce, en raison notamment de problèmes de répartition, comme la disparité des effets exercés par la réforme et le développement du commerce sur la pauvreté.

L'assistance liée au commerce existe depuis un certain temps déjà, mais peu de donateurs bilatéraux ont explicitement intégré des objectifs commerciaux dans leurs

programmes d'aide, et moins encore ont mis en place des programmes visant à associer directement les pauvres aux activités liées au commerce. L'impact de l'aide pour le commerce sur la réduction de la pauvreté doit être mieux expliqué. Les organismes donateurs doivent aussi mieux intégrer l'expertise commerciale dans leurs programmes par pays et leurs équipes opérationnelles¹. Cette intégration est particulièrement urgente dans la mesure où les donateurs membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont engagés à fournir des ressources supplémentaires pour aider les pays à faible revenu à surmonter les contraintes liées au commerce qui contrarient les efforts qu'ils déploient pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)².

Le présent document a pour objectif de faire mieux saisir aux donateurs et aux pays partenaires la contribution potentielle du commerce à la croissance et au développement économiques, les difficultés associées à la concrétisation de ce potentiel, et le rôle que peut jouer l'aide pour le commerce pour contrer ces problèmes. Il expose des arguments justifiant un accroissement et une amélioration de l'aide à l'appui des échanges et explique pourquoi l'aide pour le commerce peut être un élément important dans une stratégie de développement favorable aux pauvres.

La suite du document est articulée comme suit. La première section démontre pourquoi le commerce est important pour stimuler la productivité et la croissance économique. La section suivante souligne le fait que, si de nombreux pays retirent des avantages du commerce, certains ne peuvent pas en tirer pleinement profit. Ce constat fait place à une analyse de la façon dont l'aide pour le commerce peut contribuer à renforcer l'impact des échanges sur la croissance et la réduction de la pauvreté, et des moyens les plus appropriés d'accroître cet impact, à savoir : consolider les capacités productives, relier les pauvres aux marchés, et atténuer les coûts des ajustements. La nécessité d'adapter l'approche de l'intégration économique au contexte national est mise en évidence dans la section suivante. Enfin, la dernière section résume les principales conclusions et les bénéfices que peut entraîner le commerce.

Pourquoi le commerce est important

Dans presque tous les pays, le commerce est important, à la fois comme source de richesses et comme instrument pour parvenir à une croissance autonome et faire reculer la pauvreté.

Le commerce, l'innovation et la croissance

Dans le continuum commerce-innovation-croissance, si le lien entre l'innovation et la croissance est relativement bien compris, celui qui relie le commerce à l'innovation (et par là même, à la croissance) est moins reconnu. Joseph Schumpeter a même soutenu que la recherche de compétitivité, par l'érosion des bénéfices, diminue dans les faits la capacité d'innovation d'une entreprise (Schumpeter, 1954). Il existe toutefois de bonnes raisons analytiques de penser que les échanges et leur libéralisation sont l'un des éléments qui stimulent l'innovation, et ce, par les cinq voies suivantes (OCDE, 2007e) :

- i) *Le durcissement de la concurrence.* Robert Solow a contribué à éclaircir la vision énigmatique de Schumpeter en rappelant que la croissance de la productivité se décompose en progrès technique et en changement dans le degré d'efficacité (Ten Raa et Mohnen, 2006). L'argument de Schumpeter repose davantage sur le volet de

l'amélioration de la productivité lié au changement technique (soit, au capital), alors que la justification néo-classique du durcissement de la concurrence a trait davantage au changement du niveau d'efficacité (et par conséquent au travail). En outre, les rentes nécessaires pour financer le changement technique peuvent tout aussi bien provenir de la protection efficace des droits de propriété intellectuelle. Selon une publication récente de l'OCDE intitulée « Réformes économiques 2007 : Objectif croissance » (OCDE, 2007d), le durcissement de la concurrence a des effets particulièrement puissants sur la productivité dans les pays éloignés de la frontière technologique, en raison du renforcement des incitations à adopter de nouvelles technologies. D'autres études cohérentes avec cette approche révèlent que l'ouverture des échanges accroît la concurrence sur les marchés, fait baisser les prix et constitue une incitation à l'innovation (Licandro et Navas, 2007) tout en améliorant également la productivité (Melitz et Ottaviano, 2005). Enfin, Bigsten *et al.* (2004) ont montré que le commerce peut également entraîner des gains de productivité via l'apprentissage par les exportations.

- ii) *Le transfert de technologies.* Le commerce permet aux entreprises des pays en développement d'accéder à des technologies qui sont essentielles pour améliorer leur productivité et leur compétitivité et qui vont générer des opportunités de croissance et d'emplois, y compris pour les hommes et les femmes pauvres³. Le commerce peut d'autant plus favoriser le transfert de compétences et d'innovation, qu'il s'accompagne d'investissement direct étranger. Au-delà de ce transfert direct de technologies que représente le commerce, ou qui en est une retombée (Nordas *et al.*, 2006), le commerce a également un impact indirect, en ce qu'il entraîne une baisse des prix et par conséquent du coût d'accès à ces technologies incorporées. Comme en atteste l'expérience des nouvelles économies industrialisées d'Asie entre les années 60 et la fin des années 90, les derniers arrivés peuvent - si les conditions préalables et les déterminants requis sont réunis - tirer profit des progrès technologiques les plus récents et se contenter d'acheter des technologies pour leur propre développement industriel, pour un coût relativement plus faible et un risque moindre⁴ (Lin, 2007 ; ONUDI, 2007).
- iii) *Les économies d'échelle.* Les entreprises qui produisent à la fois pour les marchés intérieurs et extérieurs semblent plus à même de récupérer leurs investissements de R-D, car le volume de leurs ventes est plus massif que si leurs produits étaient destinés au seul marché intérieur.
- iv) *La mondialisation des chaînes de valeur.* Les échanges et leur réforme peuvent contribuer à favoriser la fragmentation mondiale des processus de production, et ce, de plusieurs façons : en encourageant l'harmonisation autour de normes techniques internationales auxquelles les entreprises appartenant à des chaînes de valeur fragmentées doivent se conformer ; en garantissant que les règles d'origine (destinées à garantir que seules les importations en provenance de partenaires au titre d'accords commerciaux préférentiels bilatéraux ou régionaux bénéficient d'un accès préférentiel) ne désavantagent pas les fournisseurs à bas coût au sein de la chaîne ; et en facilitant les échanges en permettant aux fournisseurs de réagir rapidement aux changements intervenant au niveau des maillons inférieurs de la chaîne de valeur.
- v) *Les droits de propriété intellectuelle (DPI).* Une analyse récente de l'OCDE révèle que le lien positif entre la protection des DPI et la hausse des transferts de produits à forte intensité de technologie, de services et de capital vers les pays en développement s'est traduit par une augmentation de 1.6 % du volume des

investissements étrangers directs. Plus important encore, les recherches font état d'un lien positif prononcé entre la protection des brevets et l'innovation dans les pays en développement (Lippoldt et Park, 2007).

Le commerce et la lutte contre la pauvreté

Selon la théorie économique, le commerce doit contribuer directement à la diminution de la pauvreté dans les pays en développement par le jeu du mécanisme d'égalisation des prix des facteurs, par lequel le commerce accroît les gains du facteur de production le plus abondant, qui, dans les pays en développement, est en général la main-d'œuvre faiblement qualifiée⁵. Dans les faits, les études empiriques ne sont pas toutes unanimes à ce sujet ; si certaines affirment que le commerce réduit les inégalités, d'autres sont plus mitigées (encadré 1).

Cependant, l'impact sur les salaires et l'emploi n'est pas le seul aspect des effets directs du commerce sur la réduction de la pauvreté. Winters (2002) a mis au jour deux autres éléments importants :

- i) La répercussion des variations des prix à la frontière sur les prix effectifs que doivent payer les pauvres, laquelle est fonction i) de la structure concurrentielle du secteur de la distribution, ii) du mode de fonctionnement des institutions gouvernementales, notamment des organismes de commercialisation, et iii) de la taille du secteur exportateur dans l'économie nationale.
- ii) L'influence du commerce sur les recettes et les dépenses publiques. Les principaux enseignements qui se dégagent de l'expérience sont les suivants : i) la libéralisation des échanges ne conduit pas nécessairement à une réduction des recettes si des mesures simultanées sont prises pour remédier aux crêtes et aux exemptions tarifaires, et ii) la diminution provisoire des recettes tarifaires doit être compensée par des taxes à plus large assise ayant moins d'effet de distorsion, comme les taxes sur la valeur ajoutée. Plus généralement, pour maintenir les dépenses sociales, il vaut beaucoup mieux s'appuyer sur des politiques macroéconomiques rationnelles que sur les droits de douane.

De plus, comme nous l'avons expliqué plus haut, dès lors que le commerce contribue à la croissance, il instaure indirectement des conditions propices à la hausse de la prospérité et, de fait, au recul de la pauvreté. Il faut tenir compte de plusieurs facteurs qui conditionnent l'aptitude des pauvres, hommes et femmes, à profiter des bienfaits du commerce, et notamment de la mesure dans laquelle : i) la croissance induite par le commerce intéresse des secteurs où un grand nombre de pauvres exercent une activité, ii) cette croissance se traduit par la création d'emplois et une augmentation des salaires, iii) la croissance a des retombées sur d'autres secteurs qui peuvent absorber le surplus de main-d'œuvre, et, iv) les pauvres sont suffisamment équipés (en termes d'actifs humains, économiques et financiers) pour tirer profit des nouvelles opportunités d'emploi découlant du commerce.

Le commerce et sa libéralisation n'auront ainsi pas les mêmes impacts sur toutes les catégories de population et feront des gagnants et des perdants. La capacité de tirer profit d'une plus grande ouverture des marchés dépendra de politiques allant bien au-delà des politiques commerciales. Nous reviendrons ultérieurement sur ces deux points.

Depuis 1980, et jusqu'à la récession mondiale actuelle, le marché des biens et des services a connu une expansion spectaculaire, puisque les échanges mondiaux ont été

multipliés par cinq en valeur réelle, et leur part dans le PIB est passée de 36 % à 55 % (FMI, 2007). La baisse des coûts de transport et de communication a été un moteur important dans la mesure où elle a permis aux négociants de prospecter et d'atteindre des marchés extérieurs plus facilement et pour un moindre coût. De même, la réduction des obstacles au commerce a accéléré et renforcé l'intégration dans les années 90, avec l'insertion progressive de pays en développement à croissance rapide d'Asie, tels que la Chine et l'Inde, et des anciens pays du « bloc de l'Est » dans le système commercial mondial. Ces mêmes évolutions ont aussi favorisé une augmentation massive du commerce des services (même si le niveau de départ était beaucoup plus bas) et l'approvisionnement sur le marché international et l'investissement étranger dans le domaine des services ont véritablement « explosé ».

Néanmoins, force est de constater que ce tableau idyllique ne s'applique pas à tous les pays en développement, ni à tous les groupes sociaux à l'intérieur de ces pays. En outre, alors que les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont accompli des progrès significatifs sur la voie du démantèlement de leurs barrières commerciales au cours des deux dernières décennies, tous ne semblent pas pour autant avoir obtenu une croissance soutenue de leurs exportations (Banque mondiale, 2007). Cette hétérogénéité des résultats est la principale raison qui explique l'absence de consensus sur l'impact quantitatif de la libéralisation du commerce sur la croissance économique (encadré 1). La majorité des études économétriques n'ont pas réussi à établir une relation systématique entre ces deux éléments et des doutes subsistent quand au sens de la relation de causalité⁶.

Encadré 1. Commerce, croissance et réduction de la pauvreté : où en est-on ?

En ce qui concerne la relation entre le commerce et la croissance, la plupart des études économétriques n'ont pas réussi à établir une relation systématique entre une plus grande intégration et la croissance, et les avis divergent sur la relation de causalité. Cette difficulté à interpréter la relation causale n'est guère surprenante car i) si l'intégration commerciale peut être un facteur de croissance, le lien de causalité peut aussi jouer dans l'autre sens, et ii) d'autres facteurs peuvent exercer une influence similaire sur le commerce et sur la croissance. Ainsi, selon Bhagwati et Srinivasan (2001), les études portant sur plusieurs pays se heurtent à des problèmes pour définir et mesurer l'ouverture, identifier la relation de causalité, et isoler les effets de la libéralisation du commerce. Lorsque ces variables sont rassemblées dans des régressions de la croissance, le résultat moyen devient flou. C'est pourquoi ces auteurs ne considèrent pas l'analyse de régression comme une méthode appropriée pour étudier la relation complexe entre la libéralisation du commerce et la croissance.

Une autre source de désaccord tient à la difficulté de trouver une variable supplétive (mesure) de l'ouverture du commerce, qui soit fiable et universellement acceptable. Ainsi, bien que diverses études menées dans les années 90 aient semblé confirmer que la libéralisation des échanges favorisait la croissance économique, Rodriguez et Rodrik (1999) ont soutenu que ces résultats étaient fondés sur des variables peu représentatives de la libéralisation du commerce.

On ne peut pas non plus tirer de conclusion simple et générale de la littérature existante sur la relation de causalité entre le commerce et la pauvreté, qu'elle soit directe ou qu'elle se fasse par l'intermédiaire de la croissance (le commerce influant sur la croissance, qui agit sur la pauvreté). Les éléments de preuves présentés dans plusieurs études récentes ne sont guère convaincants (voir, par exemple, Bannister et Thugge, 2001 ; Berg et Krueger, 2003 ; Winters, McCulloch et McKay, 2004). D'autres études font état d'un creusement des inégalités : la Banque mondiale (2005) a montré que dans les années 90, les pays qui ont enregistré une croissance économique rapide et ont entrepris une libéralisation de leur commerce ont atteint une diminution incontestable de la pauvreté, mais ont déploré une hausse des inégalités. Le PNUD (2005) a révélé que la répartition inégale des coûts et des gains de la libéralisation du commerce entre les pays et au sein de chacun d'entre eux s'est traduite par une intégration également inégale. Enfin, Kremer et Maskin (2007) estiment que l'augmentation du commerce profite en général aux élites des pays riches et pauvres, et qu'elle renforce donc les inégalités de revenus.

D'autres études sont plus nuancées. Turner, Nguyen et Bird (2008) considèrent que la relation entre le commerce et la pauvreté est extrêmement complexe et varie d'un cas à l'autre, ce qui rend toute analyse empirique systématique difficile dans la pratique. Une étude de la libéralisation en Inde a révélé que les secteurs d'activité situés dans les états dans lesquels les institutions du marché du travail sont plus favorables aux employeurs se développent plus rapidement que ceux qui évoluent dans un environnement plus favorable aux travailleurs (Aghion, Burgess, Redding et Zilibotti, 2006). La nature des baisses des droits de douane est importante, une étude récente ayant montré qu'une diminution des droits de douane sur les produits finis se traduit par une baisse des salaires dans les entreprises dont les produits sont en concurrence avec des importations, mais par une hausse des salaires dans les entreprises exportatrices. Par ailleurs, une baisse des droits entraîne une hausse des salaires dans les entreprises utilisant des importations, mais pas dans celles qui s'approvisionnent exclusivement à l'échelon local (Amiti et Davis, 2008). Une autre étude récente révèle que la libéralisation du commerce va de pair avec un accroissement des inégalités dans les pays qui disposent d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et de capitaux abondants, ou de travailleurs ayant un très faible niveau d'instruction, alors qu'elle est associée à une diminution des inégalités dans les pays dotés d'une main-d'œuvre d'un niveau d'instruction primaire abondante. Cependant, les dotations relatives en capital sont le principal déterminant et de fait, la libéralisation du commerce s'accompagne par une réduction des inégalités de revenus dans les pays à faible revenu (De Melo, Gourdon et Maystre, 2006).

Enfin, certaines études démontrent que le commerce a des retombées positives sur la diminution de la pauvreté, même s'il n'est peut-être pas le facteur primordial. Une étude du FMI (2007), selon

laquelle l'ouverture des échanges se traduit par une réduction des inégalités de revenus dans les pays développés et en développement, conclut en affirmant que ces inégalités se sont creusées dans la plupart des pays au cours des deux dernières décennies en raison du progrès technologique qui entraîne une hausse des salaires des travailleurs qualifiés par rapport à ceux de la main-d'œuvre non qualifiée.

.../...

Encadré 1. Commerce, croissance et réduction de la pauvreté : où en est-on ? (suite)

En d'autres termes, bien que l'élasticité pauvreté-croissance puisse varier sensiblement d'un pays et d'une période à l'autre (voir par exemple, Banque mondiale, 2005), les données d'observation ne permettent en rien de penser que la libéralisation du commerce aurait un impact « négatif » sur les pauvres. Cashin et al. (2001) ont examiné la relation entre les politiques macro-économiques et les améliorations d'un indice du développement humain pour un taux de croissance donné du PIB par habitant, et n'ont trouvé aucun élément démontrant que l'ouverture, quelle que soit la variable utilisée pour la représenter, ait été associée à une croissance pro- ou anti-pauvres. Cling (2006) conclut aussi, sur la base d'un examen exhaustif de la littérature, que le commerce n'est pas le principal déterminant de l'évolution de la pauvreté et de l'inégalité à l'intérieur des pays⁷.

Déterminer si l'ouverture est une cause ou une conséquence de la croissance économique n'est pas simplement un problème d'économétrie. Cependant, bien que les universitaires ne voient pas tous les choses du même œil, ils sont tous d'accord pour dire que les avantages que les pays peuvent retirer de l'ouverture de leurs économies sont réels. En effet, les éléments de preuve réunis jusqu'à présent laissent très fortement penser qu'une plus grande ouverture a une incidence importante sur la performance de croissance et a été un élément central des cas de développement réussi. Aucun pays n'a connu de véritable développement en se fermant au reste du monde, très peu de pays ont enregistré une croissance prolongée sans que leurs échanges⁸ augmentent fortement et la plupart des pays en développement qui sont parvenus à faire reculer rapidement la pauvreté ont affiché pendant une longue période des taux élevés de croissance économique (la croissance du revenu explique pour une large part les variations observées dans la réduction de la pauvreté).

Cela dit, même si les avis divergent sur l'intensité et le sens de la relation de causalité entre commerce et croissance, les résultats des études économétriques ne justifient en rien une restriction des échanges. Au contraire, tout porte à croire que la croissance économique est accompagnée (et facilitée) par une augmentation des importations et des exportations, ce qui laisse fortement présumer que l'ouverture au commerce conduit généralement à une amélioration du niveau de vie (Rodriguez et Rodrik, 1999 ; Winters, 2004). Une étude documentaire menée par l'OCDE a permis de mettre au jour des éléments démontrant de façon probante que les économies ouvertes sont plus riches et plus productives que les économies fermées. Les études qui établissent ce lien de la façon la plus incontestable démontrent qu'une augmentation d'un point de pourcentage de la part des échanges dans le PIB se traduit par une hausse du niveau de revenu comprise entre 0.9 % et 3 % (Nordas *et al.*, 2006). Irwin (2002) conclut qu'en dépit des imperfections au niveau des méthodes et des mesures, les études réalisées dans plusieurs pays sur la croissance semblent indiquer que les pays dont les politiques commerciales sont plus ouvertes obtiennent généralement de meilleures performances que ceux dont les politiques sont plus restrictives. Irwin cite l'exemple de la Corée du Sud, qui a libéralisé ses politiques commerciales dans les années 60, suivie par le Chili, dans les années 70, et l'Inde, dans les années 90. De récentes études de cas confirment que le lien entre la croissance des exportations et la réduction de la pauvreté est le plus souvent positif, mais qu'il est parfois aussi négatif, ce qui laisse penser que d'autres facteurs pourraient amoindrir l'impact du commerce ou jouent un rôle beaucoup plus déterminant dans le processus de réduction de la pauvreté (voir encadré 2)⁹. C'est pourquoi, même si le débat se poursuit sur le lien de causalité entre commerce et croissance, les organismes d'aide ne doivent pas perdre de vue l'importance du commerce comme moteur potentiel d'une croissance économique durable et vigoureuse dans les pays en développement, mais

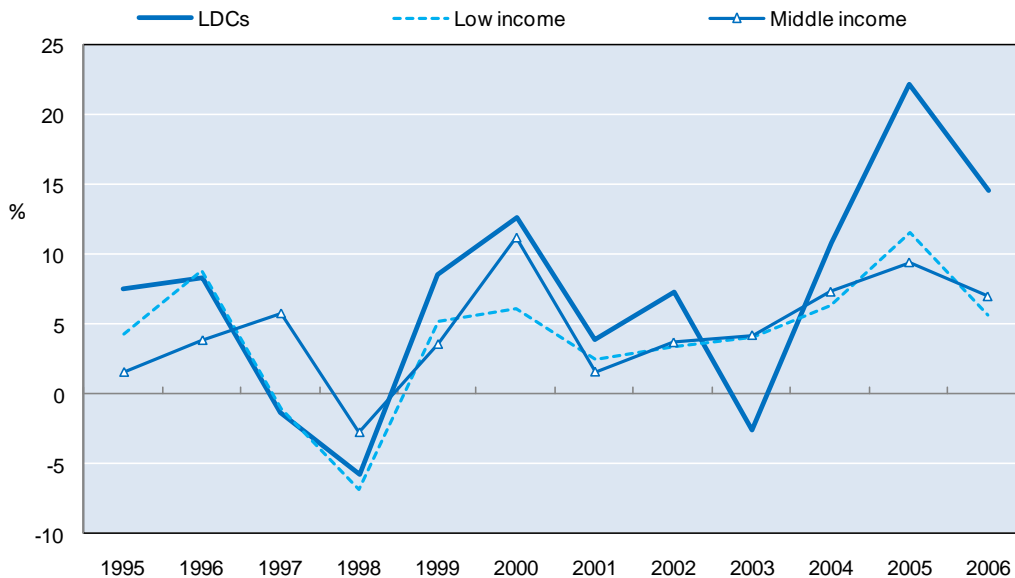
plutôt centrer leur attention sur les cas où le commerce ne remplit pas le rôle qu'il pourrait jouer.

Quand le commerce ne tient-il pas ses promesses ?

Il est clair que beaucoup de pays à faible revenu ont bénéficié de l'expansion des marchés mondiaux et ont eu leur part de la prospérité générée par la mondialisation. L'abattement régulier des obstacles au commerce, en particulier pour les produits manufacturés, leur a permis de s'intégrer rapidement aux marchés mondiaux grâce à des processus d'industrialisation tirés par les exportations. La contribution du commerce à leur revenu national augmente rapidement (graphique 2) et ces dernières années, la croissance de leurs exportations a été plus rapide que la moyenne mondiale (graphique 1). Toutefois, de nombreux pays à faible revenu peinent toujours à accroître et diversifier leurs exportations, ce qui parfois les tient à l'écart du commerce mondial.

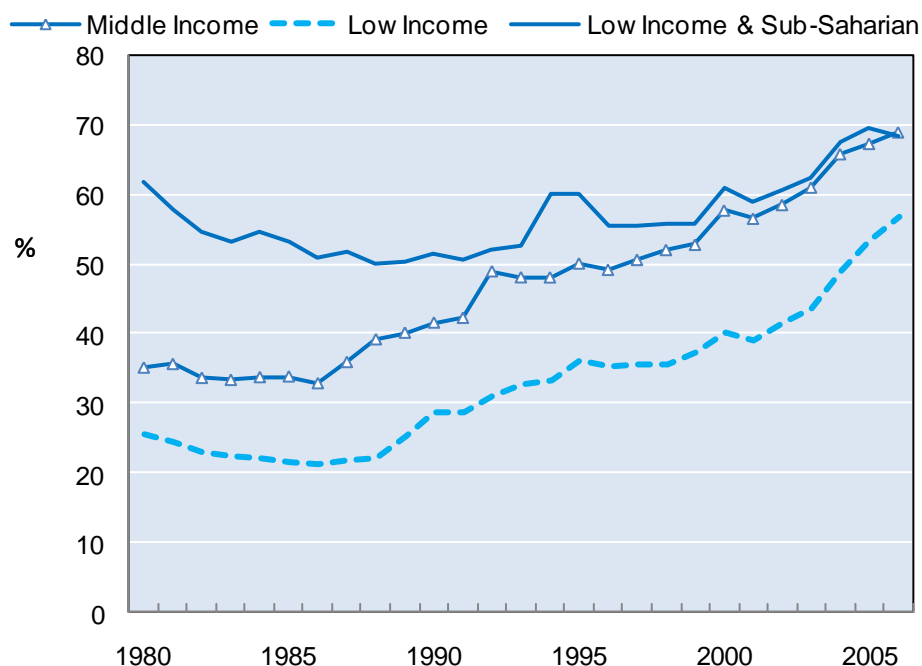
Ainsi, la part de l'Afrique subsaharienne dans les exportations mondiales a diminué de moitié entre 1980 et 2006, tombant de 3,9 % à 1,9 %. La situation est encore pire pour les PMA africains dont la part totale moyenne, déjà faible, a été divisée par trois au cours de la même période (de 0,06 % à 0,024 %). En outre, comme le montre le graphique 3, si les exportations par habitant dans les pays à revenu intermédiaire ont fortement augmenté, elles ont légèrement baissé dans les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne. La question est alors de savoir pourquoi certains pays ne parviennent pas à récolter les bénéfices du commerce, que ce soit en augmentant leurs exportations ou leurs importations. On peut classer les obstacles en deux grandes catégories – externes et internes.

Graphique 1. Croissance annuelle relative des exportations (biens et services) (moyenne mondiale = 0)

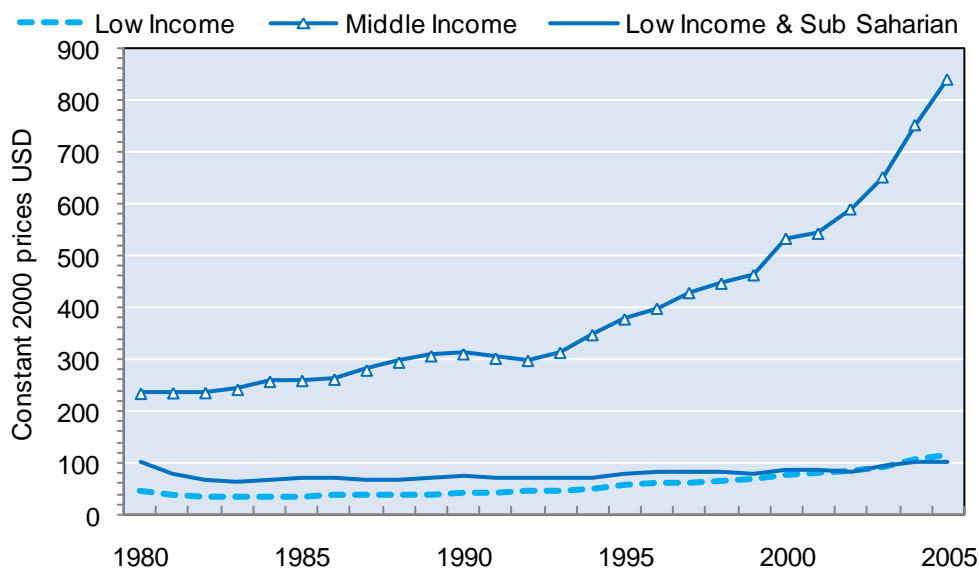


Source : Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

Graphique 2. Part du commerce dans le PIB, en pourcentage



Graphique 3. Exportations (biens et services) par habitant, en prix constants (1980-2005)



Source : Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale

Le principal obstacle externe au commerce auquel se heurtent les pays à faible revenu provient de l'incapacité de parvenir à des accords multilatéraux sur les modalités d'une suppression des facteurs défavorables au commerce, qui, bien que synonymes de progrès potentiel à terme (de par leur suppression) ont généralement des répercussions

disproportionnées sur les pays en développement. Des pans importants de la politique commerciale des pays industrialisés continuent d'avoir une action paralysante sur la capacité des pays en développement de participer au commerce international. Une étude récente a conclu que les pires obstacles au commerce de marchandises (dans les secteurs de l'agriculture et des textiles), ainsi que les entraves à la mobilité internationale des travailleurs, pénalisent en particulier les populations les plus pauvres du monde (Anderson et Winters, 2008).

En vertu du Cycle d'Uruguay, les baisses de droits de douane appliquées par les pays de l'OCDE sur les importations de leurs partenaires non membres de l'Organisation (30 %) sont inférieures à celles accordées à d'autres pays de l'OCDE (45 %). Les droits moyens pondérés de la valeur des échanges appliqués dans les pays de l'OCDE sur les importations originaires d'autres pays de l'OCDE sont de 3 %, contre 4.8 % sur les importations en provenance de pays non membres. À titre d'illustration, le Bangladesh s'est acquitté en 2002 du même montant (environ 300 millions USD) au titre des droits de douane sur ses exportations qui s'élevaient à 2.5 milliards USD en direction des États-Unis, que la France, dont les exportations se montaient à 30 milliards USD. En outre, la progressivité des droits de douane décourage les pays pauvres de remonter la chaîne de valeur pour pénétrer sur les marchés, plus dynamiques, de produits à plus forte valeur ajoutée.

Les obstacles non liés aux droits de douane sont, dans un certain sens, encore plus pénalisants pour les pays en développement exportateurs. La complexité des normes de produits et l'obligation de les assimiler et de s'y conformer posent un problème particulièrement ardu pour de nombreux pays en développement. Ces normes vont souvent de pair avec les exigences, certes légitimes, des pays développés en matière de protection de l'environnement ou de santé publique, qui peuvent représenter un obstacle majeur aux exportations des pays en développement.

Par ailleurs, le niveau relativement élevé des barrières auxquelles se heurte le commerce entre pays en développement porte à croire qu'une libéralisation plus poussée des échanges Sud-Sud pourrait elle aussi apporter une large contribution à la réalisation des objectifs de développement. Les droits de douane en vigueur dans les pays en développement sont généralement plus élevés que ceux appliqués par les pays industrialisés avancés : 11.1 % dans les pays en développement à faible et moyen revenu et 13.2 % dans les PMA, contre 3.8 % dans les pays industrialisés. Sans compter que les gains de bien-être induits par une intégration commerciale Sud-Sud seront probablement aussi associés à des variations moins marquées des prix relatifs, et par conséquent à des coûts d'ajustement structurel moins lourds. Une telle évolution pourrait ouvrir des possibilités d'apprentissage par la pratique et d'économies d'échelle qui faciliteraient une percée sur des marchés de produits à plus forte valeur ajoutée dans le Nord ¹⁰ (Kowalski et Shepherd, 2006).

Toutefois, s'il subsiste certes des obstacles au commerce, les principaux facteurs qui empêchent les pays à faible revenu d'exploiter pleinement leur accès aux marchés mondiaux et d'en tirer profit sont leurs défaillances structurelles fondamentales et les contraintes du côté de l'offre provenant de l'insuffisance du capital humain, de déficiences de la gouvernance et des institutions, de l'absence de mécanismes d'incitation et des coûts élevés associés à l'exercice d'une activité économique, ainsi que leurs manques d'infrastructure – et pour certains, leur situation géographique (encadré 2). Ce fait est également confirmé par leur incapacité de tirer véritablement parti de la possibilité d'accès en franchise de droits ou de contingents dont ils bénéficient sur les marchés de

divers pays de l'OCDE au titre d'accords préférentiels (même si les règles d'origine y sont aussi pour quelque chose). En d'autres termes, leurs performances médiocres sont la conséquence de leur « sous-développement » (CNUCED, 2004).

À l'aide de modèles gravitationnels, François et Manchin (2007) ont conclu que les performances des exportations, et la propension à participer au système commercial, dépendent de la qualité des institutions et de l'accès à des infrastructures bien développées de transport et de communication. Les coûts de transaction (facilitation des échanges, communication, transport et énergie) tendent à être systématiquement plus élevés dans les pays en développement. Ainsi en Afrique, les coûts de fret représentent au total plus de 10 % de la valeur des importations, contre une moyenne de 8,8 % pour l'ensemble des pays en développement et de 5,2 % pour les pays développés (CNUCED, 1999). Les déficiences des infrastructures ont peut-être également une importante dimension régionale – ainsi, les infrastructures du Kenya pénalisent la croissance de l'Ouganda qui est contraint d'importer et d'exporter à partir de Mombasa (DFID, 2008).

Par ailleurs, il faut du temps pour construire une économie compétitive sur le plan international, en particulier dans les pays à faible revenu qui sont encore trop lourdement pénalisés par des rigidités qui entravent le transfert des ressources entre les secteurs, accentuent la brutalité des ajustements et en augmentent le coût. L'accès limité aux services financiers, les structures de distribution de type monopolistique, ainsi que les obstacles à l'entrée et à la sortie des entreprises sont autant de facteurs qui freinent l'expansion de nouveaux secteurs et allongent les périodes d'inactivité de ressources telles que la main-d'œuvre et le capital. Comme l'a souligné le projet de l'OCDE sur le commerce et l'ajustement structurel, les effets positifs d'un régime commercial libéral ne se feront pleinement sentir que dans une économie bénéficiant de politiques macroéconomiques appropriées, de marchés du travail performants et d'un environnement réglementaire qui facilite la mobilité des travailleurs, et donc l'entrée et la sortie des entreprises, ainsi que d'un système éducatif qui permette une évolution des compétences en fonction des besoins (OCDE, 2005b).

Bolaky et Freund (2004) ont démontré, ainsi que nous l'avons expliqué précédemment, que bien qu'il existe un lien positif entre la libéralisation du commerce et la croissance, cette libéralisation est associée à une diminution des niveaux de vie dans les économies qui pratiquent une réglementation intensive des entrées des entreprises ou qui imposent des coûts élevés lors des sorties ou des réductions d'effectif. Panagariya (2008) explique qu'une multitude de contraintes imposées par la politique intérieure ont empêché l'Inde de tirer profit d'un avantage comparatif exceptionnel dans le domaine des industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre non qualifiée.

Les contraintes imposées par la politique intérieure sur la réforme du commerce peuvent dépendre et provenir de la vulnérabilité sous-jacente des pays en développement. On distingue quatre éléments défavorables à la diminution des obstacles aux importations des pays en développement :

- *Le poids de la dette.* La capacité des pays en développement de libérer leurs importations peut être entravée par la menace d'une dette extérieure insoutenable, susceptible de compromettre la poursuite de la croissance économique (McCulloch, Winters et Cirera, 2001).
- *L'érosion des préférences.* De nombreux pays en développement sont à la merci, et se méfient par conséquent, des effets de la libéralisation multilatérale sur l'érosion des préférences qui leur sont accordées, notamment dans le cadre des

régimes préférentiels ou d'initiatives nationales telles que l'Initiative « Tout sauf les armes » de l'UE ou l'*African Growth Opportunity Act* des États-Unis.

- *La diminution des recettes.* Un autre aspect de la vulnérabilité des pays en développement est illustré par le risque d'une diminution des recettes due à la baisse des droits de douane, qui pourrait découler d'une libéralisation des échanges.
- *Le fardeau de l'ajustement.* Tout processus de libéralisation du commerce engendra des gagnants et des perdants. Si les données empiriques portent à croire que l'ampleur et l'impact des coûts d'ajustement sont généralement minimes, la perspective d'une ouverture du commerce place les autorités devant l'obligation de prendre en compte l'impact de cette ouverture sur les acteurs les moins aptes à faire face à l'ajustement et à en tirer profit.

De plus, comme l'ont montré les événements de la dernière décennie (pour ne pas dire des tout derniers mois), des facteurs imprévisibles non liés à la libéralisation des échanges, par exemple les variations de prix des produits de base ou d'amples fluctuations des taux de change, rendent souvent nécessaire d'opérer des ajustements à court terme. La rapidité des progrès de la technologie est aussi de plus en plus source de pressions à l'ajustement. Il est donc important pour tout pays désireux de tirer parti de l'intégration dans l'économie mondiale de faire preuve de souplesse et de se mettre à même d'entreprendre de nouvelles activités économiques ou de développer ses activités existantes.

Ce que l'aide pour le commerce peut apporter

Le commerce est un instrument important pour parvenir à une croissance autonome et souvent une arme puissante dans l'arsenal de mesures que peuvent déployer les pouvoirs publics pour lutter contre la pauvreté (Bhagwati, 2004). Toutefois, comme l'ont reconnu les membres de l'OMC dans la Déclaration ministérielle de Hong Kong, dans beaucoup de pays à faible revenu, la libéralisation du commerce et le renforcement de l'accès aux marchés n'ont pas suffi à assurer une expansion des échanges, et moins encore à étendre aux pauvres les bienfaits du commerce. Bénéficier d'un meilleur accès aux marchés ne sert évidemment pas à grand chose si on n'a pas la capacité de commercer.

Aider les pays à acquérir cette capacité et à s'intégrer dans l'économie mondiale est la raison d'être de l'aide pour le commerce. Avec l'intégration croissante des marchés mondiaux, le coût d'opportunité de la marginalisation augmente – de même que les infrastructures matérielles, humaines, sociales et institutionnelles nécessaires à une intégration réussie. Une aide pour le commerce plus importante et de meilleure qualité peut se révéler essentielle pour aider les pays pauvres à mettre en œuvre des stratégies de développement cohérentes incluant les investissements et les réformes indispensables pour renforcer leurs capacités d'offre et favoriser les liaisons et les effets d'entraînement propres à garantir que les groupes et les régions pauvres tirent eux aussi profit de la croissance des exportations, par exemple grâce à de nouvelles opportunités d'emploi.

Dans le préambule de l'accord instituant l'OMC, la communauté internationale désignait expressément le « relèvement des niveaux de vie » et le « développement durable » comme des objectifs prioritaires de ce nouvel organisme commercial multilatéral. Cette aspiration a conduit au lancement du Programme de Doha pour le développement puis à la définition, dans la Déclaration ministérielle de Hong Kong, d'un

mandat pour rendre opérationnelle l'aide pour le commerce, afin d'améliorer les perspectives de croissance et de réduire la pauvreté dans les pays en développement, mais aussi de compléter les réformes commerciales multilatérales et de faire en sorte qu'une part plus équitable des avantages de la mondialisation revienne aux pays en développement (OMC, 2005).

L'objectif fondamental de l'Initiative en faveur de l'aide pour le commerce est d'aider les pays à faible revenu à surmonter les contraintes structurelles et les déficits de capacités qui les handicapent sur de nombreux fronts pour produire, être compétitifs et tirer pleinement profit des nouvelles opportunités d'échange et d'investissement. L'aide pour le commerce est censée offrir un cadre pour raccorder entre elles des activités d'assistance très diverses (de la formation de négociateurs à la construction de routes) au sein d'une stratégie cohérente centrée sur le commerce et le développement. L'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'aide pour le commerce a donné une définition de ce concept suffisamment large pour refléter tout l'éventail des besoins identifiés par les pays en développement dans le domaine du commerce. Plus spécifiquement, l'Équipe spéciale est convenue que seront considérés comme relevant de l'aide pour le commerce tous les projets et programmes centrés sur des priorités de développement liées au commerce répertoriées dans les stratégies de développement nationales des pays partenaires.

Les instruments d'action de l'aide pour le commerce peuvent être classés en trois catégories principales (McCulloch, Winters et Cireca, 2001) :

- i) Les mesures visant à éliminer les contraintes du côté de l'offre et à renforcer les capacités productives (notamment, réduction des coûts liés au commerce, amélioration des liaisons de transport et de l'accès à l'électricité, amélioration des conditions de l'activité commerciale et/ou de l'accès au crédit).
- ii) Les mesures visant à offrir aux pauvres des possibilités de recevoir leur part des bienfaits du commerce (notamment, accès aux marchés non traditionnels, services de vulgarisation, micro-crédit). Beaucoup de ces mesures sont aussi utilisées pour promouvoir la croissance favorable aux pauvres, d'une manière générale.
- iii) Les mesures visant à réduire les coûts de l'ajustement (notamment, dispositifs de protection sociale, formation professionnelle).

Améliorer les performances du commerce : éliminer les contraintes du côté de l'offre

L'aide pour le commerce peut aider les pays en développement à améliorer les performances de leurs exportations, car elle peut permettre de :

Mettre en évidence les opportunités d'exportation. On observe que les pays à haut revenu diversifient leurs exportations autour de lignes de produits existantes (à la marge intensive) alors que les pays à faible revenu ou revenu intermédiaire se diversifient en ajoutant de nouvelles lignes de produits (à la marge extensive). Une assistance technique permettant aux pays en développement de faire reposer la diversification de leurs exportations sur un nombre plus restreint de produits pourrait avoir des résultats non négligeables (Cadot *et al.*, 2007). Une autre analyse, complémentaire (certes ciblée sur les préférences commerciales, mais sous l'angle de l'aide pour le commerce), révèle que l'aide doit être conçue de manière à être cohérente avec les échanges internationaux de produits intermédiaires, et non de produits finis (Collier et Venables, 2007). Selon une

analyse de l'OCDE, les entreprises améliorent leur productivité en se spécialisant dans une petite palette d'activités essentielles et en se procurant un large éventail d'intrants auprès d'autres entreprises locales ou à l'étranger. Elles sont ainsi à l'origine d'une forte hausse des échanges de produits intermédiaires (Nordas *et al.*, 2006).

Développer le capital humain. Comme indiqué précédemment, la libéralisation du commerce va de pair avec une diminution des inégalités dans les pays qui disposent d'une main-d'œuvre de niveau d'instruction primaire abondante (De Melo, Gourdon et Maystre, 2006). Même si l'éducation de base est largement considérée comme jouant un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté, de nouvelles données tendent à prouver que l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, de par leur rôle dans la création et l'application de nouveaux savoirs et technologies, sont plus importants pour parvenir à une élévation durable des taux de croissance (DFID, 2008). L'aide pour le commerce peut apporter une réponse sur ces deux plans.

Développer les capacités matérielles de production. L'aide pour le commerce a un rôle à jouer dans le développement des capacités productives en contribuant à promouvoir l'accumulation de capital et le progrès technologique, de manière à favoriser l'élimination des barrières entre les secteurs travaillant, respectivement, pour le marché intérieur et pour l'exportation, que l'on retrouve fréquemment dans les pays à faible revenu (CNUCED, 2006a).

Remédier aux goulets d'étranglement au niveau des infrastructures. Clark, Dollar et Micco (2004) estiment qu'en moyenne, le coût de l'inefficacité des ports équivaut à celui d'un accroissement de 60 % de la distance par rapport aux marchés à desservir et qu'une réduction de l'inefficacité relative des transports maritimes correspondant à un reclassement du 25^{ème} au 75^{ème} centile permettrait une augmentation d'environ 25 % des échanges bilatéraux. Bora, Bouet et Roy (2007) présentent un modèle de gravité montrant que les performances décevantes de l'Afrique dans le domaine du commerce tiennent surtout à l'insuffisance des infrastructures. Ils en concluent que des interventions visant à améliorer le niveau et la qualité des infrastructures pourraient avoir des retombées positives considérables. De même, Limao et Venables (2001) font valoir que la qualité de l'infrastructure est un déterminant majeur des coûts de transport et montrent que les carences infrastructurelles représentent plus de 40 % (et jusqu'à 60 % dans les pays enclavés) des coûts anticipés de transport (encadré 2).

Il va sans dire l'aide pour le commerce n'est pas exclusivement centrée sur les exportations. Elle peut également promouvoir les importations et les technologies qui y sont fréquemment incorporées, en ce qu'elle permet de renforcer les institutions, de développer une culture de la concurrence, et de faciliter le commerce, notamment par la mise en place de services douaniers. Au Burundi, la durée nécessaire pour accomplir l'ensemble des procédures d'importation s'élève à 124 jours, contre 12 jours dans la zone OCDE. Les bénéfices d'une promotion des importations sont particulièrement visibles dans deux secteurs : les services financiers, compte tenu des déficiences de l'intermédiation financière (en Sierra Leone, les frais liés à l'ouverture d'un compte courant dépassent 50% du revenu annuel par habitant), et les services des technologies de l'information, des données ayant démontré que les gains de prospérité dérivés des investissements dans les technologies de l'information sont peut-être plus élevés pour les importateurs que pour les exportateurs (Mann, 2007).

Encadré 2. Relier les pays sans littoral : une question d'infrastructures

Tous les pays n'ont pas le même potentiel de commerce et de croissance. La Commission pour l'Afrique (2005) estime que la situation géographique est une des deux causes profondes des mauvaises performances de développement de l'Afrique (la seconde étant la gouvernance). La Commission fait observer que les pays sans littoral, où est concentrée plus d'un quart de la population totale du continent, sont nettement défavorisés par rapport à leurs concurrents et ont donc beaucoup plus de risques de rester pauvres. Par exemple, les coûts de transport y sont supérieurs de 50 % et le volume des échanges inférieurs de 50 % à ceux observés dans des pays côtiers similaires. On dit aussi qu'être enclavé équivaut à être plus éloigné de 10 000 km des marchés (Clark, Dollar et Micco, 2004). Faute d'accès à des infrastructures, la proportion de personnes sous-alimentées est plus importante que dans des pays côtiers comparables. Pire encore, si les pays voisins sont eux aussi pauvres, l'absence de littoral devient un piège à pauvreté (Collier, 2007).

Une infrastructure fiable et d'un prix abordable réduit le coût des activités commerciales et aide à relier les pauvres au processus de croissance en facilitant leur accès aux pôles de croissance. Il apparaît qu'une amélioration de l'accès aux infrastructures contribue à réduire les inégalités de revenu (Calederon, 2004). Dans les pays enclavés, la croissance et la réduction de la pauvreté passent impérativement par une amélioration des infrastructures. La Commission recommande qu'en Afrique 20 milliards USD supplémentaires soient investis chaque année dans les infrastructures. Ce montant devrait permettre au continent de répondre à ses besoins infrastructurels prioritaires au niveau régional, national, urbain et rural - depuis les routes rurales et les centrales électriques jusqu'aux technologies de l'information et de la communication et autres infrastructures économiques nécessaires pour favoriser une intégration accrue de l'Afrique subsaharienne et permettre aux pays africains de faire leur entrée sur les marchés mondiaux.

Offrir des opportunités aux pauvres

La suppression des facteurs de blocage du côté de l'offre ne se traduira pas forcément par des bénéfices pour le segment le plus défavorisé de la population dans les pays en développement. Il convient par conséquent d'accorder une attention particulière aux mesures visant à connecter les pauvres aux marchés.

La plupart des études de cas mettent en relief le rôle des marchés, identifié comme un facteur déterminant de l'impact du commerce sur la pauvreté. L'amélioration des conditions de vie des pauvres est ordinairement associée à une amélioration de la performance des marchés et de l'accès aux marchés. Au contraire quand leurs conditions de vie se dégradent, ce sont généralement les marchés qui doivent être incriminés quand ce n'est pas, dans des cas extrêmes, l'absence totale de marché. À Madagascar, par exemple, les ménages pauvres n'ont pratiquement aucune possibilité de contact avec les rares marchés rudimentaires qui existent, en raison du manque d'infrastructures (Hoekman et Olarreaga, 2007).

Dans les pays en développement, plus de la moitié de la population et plus des trois quarts des pauvres vivent dans des zones rurales où l'agriculture est généralement à l'origine de 50 à 90 % du revenu des ménages. Or, les hommes et les femmes pauvres installés dans les régions les plus reculées sont particulièrement isolés du marché. Ils exploitent habituellement de petites parcelles non irriguées, où ils cultivent des céréales vivrières de base, en partie pour leur propre consommation. L'instauration de marchés agricoles efficaces pourrait donc améliorer considérablement les opportunités économiques des ménages pauvres (IFPRI, 2007).

Connecter les agriculteurs pauvres aux marchés et leur permettre de vendre leurs récoltes est une stratégie très payante. Une fois les diverses contraintes physiques et

institutionnelles levées, les agriculteurs peuvent, pour accroître leur revenu, se spécialiser dans des cultures pour lesquelles ils ont un avantage comparatif, et acheter les denrées qu'il ne serait pas rentable pour eux de produire. Avec l'évolution rapide des systèmes de commercialisation des produits alimentaires dans les pays en développement, il est difficile pour les agriculteurs de savoir quelles cultures ils ont le plus intérêt à planter compte tenu des conditions agro-climatiques locales et de la proximité des marchés. Pour prendre ce genre de décisions, les agriculteurs ont besoin de mesures d'incitation plus efficaces et d'un accès à l'information. Il faut donc mettre en place un ensemble de politiques de commercialisation et d'institutions qui relient les agriculteurs aux marchés et réduisent leurs coûts de commercialisation et leurs risques (IFPRI, 2007).

Hertel et Winters (2005) confirment que des initiatives visant à stimuler la productivité par une amélioration des services et de l'accès aux réseaux de commercialisation et de distribution aideraient les agriculteurs ruraux à accroître davantage leurs revenus. De même, leur analyse confirme nettement l'importance d'une meilleure intégration au marché et d'investissements dans les infrastructures rurales pour réduire les coûts du transport et de l'énergie et, partant, assurer une meilleure transmission interne des opportunités créées par l'ouverture des marchés.

Le succès de la mondialisation passe à l'évidence par l'intégration des économies locales, nationales et régionales, en particulier par la connexion des agriculteurs ruraux aux marchés et à des chaînes de valeur plus élaborées et plus compétitives. Aujourd'hui, les denrées alimentaires et les autres produits agricoles s'échangent sur le marché international, tout comme les produits manufacturés, et les marchés en expansion des produits agro-alimentaires créent de nouveaux débouchés pour les pays en développement (encadré 3). La participation aux chaînes de valeur agro-alimentaires régionales ou mondiales permet aux producteurs des pays en développement de s'exonérer des limites imposées par la taille restreinte de leurs marchés intérieurs. Elle leur ouvre l'accès à des marchés plus dynamiques, en leur permettant d'améliorer leurs processus de production et de relever la qualité et la valeur ajoutée de leurs produits.

Les pauvres ne constituent toutefois pas un groupe homogène et certains sous-groupes, comme les femmes et les minorités ethniques ou religieuses, peuvent rencontrer plus de difficultés que d'autres pour participer au processus économique. Il faut en conséquence tenir compte de l'hétérogénéité des réactions, notamment en fonction du sexe et de la localisation géographique (urbaine ou rurale). Des mesures ciblées avec soin doivent donc être prises pour faciliter l'adaptation afin d'assurer une diffusion aussi large que possible des avantages des opportunités offertes par le commerce et de mettre autant que possible les populations vulnérables à l'abri des coûts de l'ajustement (encadré 4).

Lorsque la pauvreté est généralisée et que la majorité de la population a des revenus juste suffisants ou insuffisants pour satisfaire ses besoins essentiels, une stratégie uniquement tirée par les exportations a peu de chances de générer un processus de croissance inclusif qui puisse trouver des points d'ancrage solides dans l'économie nationale et ouvre pour les pauvres de nouvelles possibilités d'activité économique.

Un régime commercial ouvert n'exclut pas nécessairement la présence de distorsions dans l'économie d'un pays. Au contraire, des défaillances des pouvoirs publics et du marché intérieur peuvent empêcher que la réforme du commerce ait des retombées. Par exemple, dans beaucoup de pays à faible revenu, le secteur informel occupe une place très importante dans l'économie intérieure et les échanges transfrontières. Le secteur informel n'est absolument pas réglementé, et c'est parfois à cette absence même de contraintes qu'il doit sa prospérité ; reste que la croissance des entreprises informelles et

leur capacité d'intégrer des technologies et d'accroître leur productivité sont gravement limitées car elles ne constituent pas des partenaires crédibles pour des contrats conclus dans des conditions de pleine concurrence, ce qui est une caractéristique clé du commerce transfrontière légal. Ainsi, dans les économies où les coûts de l'intégration dans l'économie formelle sont très élevés, il est probable que les avantages du commerce resteront confinés au secteur formel et qu'un vaste segment de la population n'en profitera pas.

Encadré 3. L'exemple de l'agro-industrie en Zambie

L'expérience de la Zambie montre qu'un secteur de l'agriculture efficient, dans un contexte de forte croissance, peut déclencher le développement d'activités extérieures au secteur mais basées sur l'agriculture, telles que les agro-industries, grâce aux liens de production et aux liens de dépenses associés à l'élévation des revenus agricoles.

Les autorités zambiennes accordent la priorité absolue au développement de l'agriculture et privilégient une croissance tirée par le secteur privé, grâce à la diversification et l'expansion du commerce. Bien que les excellentes performances de croissance des dernières années aient été principalement attribuées au secteur minier national en pleine expansion (le cuivre est le produit qui rapporte le plus de devises au pays), l'agriculture est l'élément le plus dynamique du secteur des exportations et le principal moteur de diversification de ces dernières. La part de l'agriculture dans les exportations totales est passée de moins de 5 % dans les années 70 à environ 20 % au début des années 2000. Ce secteur absorbe également environ 70 % de la main-d'œuvre et constitue donc la principale source de revenus et d'emplois pour la majorité des Zambiens, à commencer par les pauvres. En outre, la proportion de femmes employées dans ce secteur est élevée.

Depuis l'ouverture au commerce extérieur, l'agro-industrie a connu une forte croissance de la production et de l'emploi. Outre le fait qu'elles contribuent au revenu et à l'emploi nationaux, les agro-industries peuvent concourir à accroître les revenus et l'accès à la nourriture des ruraux pauvres qui vivent essentiellement de l'agriculture, grâce à la création de petites activités de transformation qui peuvent être effectuées à domicile, sans trop d'investissement. À travers ce mécanisme de transmission des retombées, les agro-industries devraient avoir un impact durable sur la pauvreté des ménages.

Source : Seshamani (2006) ; Bonaglia, Fukasaku et Hayashikawa (2006).

Force est de conclure que la croissance en général est un processus complexe et qu'il serait déraisonnable de s'attendre à ce qu'elle soit équitable pour tous, quelles que soient les conditions, uniquement de par sa conception. C'est pourquoi les gouvernements doivent adopter des politiques de croissance « pro-pauvres » pour atteindre les groupes de la population à qui la croissance ne profite pas. Pour rendre la croissance plus favorable aux pauvres, l'OCDE (2006a) insiste sur le fait que les politiques doivent agir sur chacun des multiples aspects de la pauvreté, y compris sur ses dimensions transversales que sont la parité et l'environnement, et donner aux pauvres des moyens d'action. Cicowiez et Conconi (2008) concluent leur analyse des liens entre le commerce et la croissance et la croissance et la pauvreté en affirmant que l'élément essentiel pour convertir la croissance économique en diminution de la pauvreté semble être une politique publique supplétive et multidimensionnelle. Pour résumer, si le commerce, et par conséquent l'aide pour le commerce, sont positivement liés à la croissance, on ne peut s'en remettre aux seules politiques commerciales pour lutter contre la pauvreté. Conformément au principe établi par Tinbergen (1956) selon lequel pour être efficace, la politique publique doit pouvoir s'appuyer sur autant d'instruments d'action indépendants qu'il existe d'objectifs réalistes, la politique commerciale doit être soutenue par un vaste arsenal d'instruments d'action. Cet enseignement sera particulièrement mis à profit lorsqu'il s'agira de faire face aux pressions résultant de l'ajustement en lien avec le commerce.

Encadré 4. Les femmes et le commerce : le cas de l'industrie du vêtement au Cambodge

L'impact de l'expansion du commerce sur la répartition du revenu et de l'emploi varie suivant le sexe. Les femmes sont plus vulnérables à la pauvreté chronique en raison des disparités entre les sexes dans la répartition du revenu et de leur difficulté à accéder à des actifs nécessaires à la production comme la terre et le crédit. En outre, au sein des ménages, les hommes peuvent imposer des limites à l'emploi des femmes et s'emparer de leur revenu. Les disparités entre hommes et femmes s'agissant de l'accès aux opportunités ou sur le plan des ressources, des droits et des moyens d'expression sont donc étroitement liées à l'émancipation des femmes et au bien-être des enfants (Morrison et al., 2007).

Il est clair que le commerce a un impact très différent sur les hommes et sur les femmes en raison des relations entre les sexes mais, dans la pratique, les effets du commerce sont ressentis par tous les individus, hommes et femmes, à travers les fluctuations des prix (et donc l'offre de marchandises) et les variations de la production (ce qui est produit, comment et dans quelles conditions). De nouveaux emplois ont été créés pour les femmes dans des secteurs d'agriculture non traditionnelle (fleurs coupées), dans les industries du vêtement et du textile, ainsi que dans les Zones franches de transformation pour l'exportation axées sur l'électronique et dans le secteur des services. Ces nouveaux emplois sont concentrés dans des industries exportatrices spécialisées dans l'assemblage de composants d'appareils électroniques ou la fabrication de textiles, de vêtements et de chaussures (Sexton, Nair et Kirbat, 2004). Un emploi rémunéré peut renforcer l'autonomie des femmes, ainsi que leur statut économique et social. Il peut également modifier les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes, même au sein de la famille, et améliorer les conditions de vie des femmes, leur pouvoir de négociation et leur statut en général.

Une étude de Neak et Yem (2006) décrit le rôle majeur joué par l'industrie du vêtement au Cambodge dans la relance de la croissance économique du pays et la réduction de la pauvreté. Cette industrie est une source cruciale de devises. La part des vêtements dans les exportations totales de marchandises est passée d'à peine 6 % en 1995 à 76 % en 2005, avec des recettes de 2.2 milliards USD. Les travailleurs du secteur ne sont pas les seuls à avoir vu s'améliorer leur revenu et, d'après les estimations, la croissance de ce secteur aurait eu des retombées directes et indirectes sur l'emploi et le revenu d'au moins un million de personnes, y compris à travers les envois de fonds. L'industrie du vêtement revêt une importance particulière pour l'émancipation des femmes. Les femmes jeunes représentent 90 % de la main-d'œuvre dans ce secteur qui emploie environ 20 % de l'effectif de la population active féminine nationale. Ces femmes n'ont en général reçu dans le meilleur des cas qu'une instruction rudimentaire et sont originaires de régions rurales pauvres (Neak et Yem, 2006).

L'étude révèle également et surtout qu'au fil des années, l'emploi dans l'industrie du vêtement a contribué à remettre en cause les normes sociales, voulant que seuls les hommes puissent avoir des activités économiques et syndicales. Indirectement, les femmes jouent un rôle encore plus important grâce au soutien qu'elles apportent aux membres de leurs familles pauvres, dans les zones rurales. Une travailleuse de l'habillement percevait un salaire mensuel moyen de 60 USD en 2004. Ces travailleuses envoient en général la moitié de leur salaire mensuel à leurs familles, contribuant ainsi à faire vivre quatre à cinq personnes. Les sommes ainsi envoyées servent à acheter de la nourriture et à payer les soins de santé et les frais de scolarité, ce qui réduit considérablement l'incidence de l'extrême pauvreté (Neak et Yem, 2006).

En résumé, avoir une fille qui travaille dans l'industrie du vêtement est considéré comme l'un des principaux moyens pour une famille rurale de sortir de la pauvreté. Néanmoins, la situation reste incertaine dans la mesure où l'industrie du vêtement peut facilement être délocalisée dans d'autres pays et où les possibilités d'emploi non qualifié dans d'autres industries du secteur formel sont limitées. Par ailleurs, les travailleurs des petites usines de vêtements restent exposés à des risques pour la santé et la sécurité, en raison des fréquentes heures supplémentaires qu'ils effectuent dans le but d'accroître leur revenu (Neak et Yem, 2006).

Atténuer les coûts de l'ajustement

Comme nous l'avons vu, les pays à faible revenu sont particulièrement vulnérables face à trois pressions spécifiques résultant de l'ajustement en lien avec la libéralisation du commerce : l'érosion des préférences commerciales en raison de la diminution des droits de douane appliqués par les NPF (nations les plus favorisées), la diminution des recettes associée à une plus faible dépendance envers les droits de douane, et la désagrégation sociale due au durcissement de la concurrence. L'aide pour le commerce peut jouer un rôle direct dans chacun de ces domaines. Une aide au développement minutieusement ciblée peut aider à mettre au jour les opportunités de diversification des exportations et contrer ainsi les effets de l'érosion des préférences. Il convient toutefois de garder à l'esprit que seule une poignée de pays, situés pour la plupart en Afrique sub-saharienne, ne parviendront pas à compenser les pertes dues à l'érosion des préférences par une augmentation des gains provenant de la libéralisation du commerce avec les NPF (Lippoldt et Kowalski, 2005). L'aide pour le commerce peut également participer à la recherche de nouvelles sources de recettes publiques nécessaires pour combler la baisse des recettes douanières. Un des objectifs principaux consiste ici à éviter que la libéralisation du commerce soit otage de considérations liées à la diminution des recettes. Des recherches récentes reviennent sur ce point en indiquant que pour les pays qui dépendent fortement de l'aide, les recettes douanières sont illusoire dans le sens où elles sont neutralisées par une diminution de la valeur réelle de l'aide (Venables et Collier, 2008). Enfin, l'aide au développement peut contribuer à la mise à disposition de programmes de formation destinés à aider les travailleurs à trouver des emplois dans des secteurs d'activité en développement. Maurice est un bon exemple de petit pays en développement qui a explicitement intégré dans sa stratégie d'aide pour le commerce un programme de formation professionnelle pour les travailleurs ayant perdu leur emploi à la suite de la restructuration économique.

Toutefois, chacun de ces trois volets des ajustements liés au commerce met également en évidence le fait que le commerce, et l'aide pour le commerce, ne sont pas une panacée. Conformément au principe de Tinbergen, un ajustement réussi passera également par des filets de sécurité sociale adaptés et des interventions supplétives dans divers domaines d'action autres que le commerce. Comme nous l'avons également vu, loin d'entraîner systématiquement une réduction de la pauvreté, la libéralisation du commerce peut se solder, si elle n'est pas accompagnée de mesures de soutien, par des retours en arrière.

C'est à travers le transfert de ressources vers des utilisations plus productives que la libéralisation des échanges produit le plus d'avantages. Cependant, si la réforme du commerce permet une croissance rapide des industries exportatrices, le redéploiement des ressources (capital et travail) conduit souvent à des fermetures d'entreprises et à des pertes d'emplois dans certains secteurs. De fait, on s'accorde généralement pour dire que si l'intégration commerciale débouche sur des gains de bien-être et d'efficacité à long terme, elle peut aussi imposer à court terme un coûteux ajustement macroéconomique qui fera des gagnants et des perdants. Les emplois créés grâce à l'expansion du commerce sont au départ concentrés dans les secteurs exportateurs mais, dans certains cas - en particulier celui de certaines industries extractives - ces derniers n'entretiennent que des liens très lâches avec le reste de l'économie, essentiellement informelle, ce qui empêche toute retombée significative. En outre, dans le cas de la libéralisation du commerce, les pertes sont souvent plus visibles du fait qu'elles sont plus prévisibles, qu'elles tendent à se matérialiser plus tôt et à être plus concentrées sur un petit nombre, alors que les gains sont souvent plus dispersés.

En toute logique l'identification des groupes qui risquent d'être pénalisés à court terme peut se révéler utile pour concevoir à l'avance des dispositifs de protection appropriés. L'impact de l'intégration commerciale sur une personne pauvre dépend dans une large mesure du secteur dans lequel cette personne travaillait au départ et de l'ensemble des produits qu'elle consomme. Les modifications des prix à la consommation n'ont généralement pas les mêmes répercussions sur toutes les catégories de pauvres. Par exemple, une hausse des prix des produits alimentaires est généralement bénéfique pour les pauvres des zones agro-rurales, dont à tout le moins elle augmentera les possibilités d'activité rémunératrice, mais pénalise les pauvres des zones urbaines, qui consacrent une très grande partie de leur revenu à l'achat de nourriture. De plus, les gagnants et les perdants ne font pas nécessairement partie de groupes distincts et le même groupe d'individus peut être gagnant sur certains plans et perdant sur d'autres.

En termes macro-économiques, les coûts d'ajustement peuvent être plus élevés si l'économie était initialement très protégée, mais ils sont habituellement faibles par rapport aux avantages que procure la libéralisation du commerce et généralement limités dans le temps (Winters, McCulloch et McKay, 2004). Cela dit, quand les pauvres sont parmi ceux qui ont le plus à perdre de l'intégration, ils sont moins en mesure de faire face aux coûts de l'ajustement, dont les effets peuvent alors se ressentir pendant de longues périodes, surtout si les investissements des ménages dans la santé et l'éducation ont diminué. Dans ces situations, des mesures de protection sociale sont nécessaires pour faciliter la transition consécutive à la réforme du commerce et offrir une sécurité et une garantie contre des événements défavorables et, surtout, pour aider les pauvres à opérer les ajustements indispensables. Toutefois, il faut veiller à ce que ces mesures de protection sociale n'aient pas d'effet dissuasif sur l'ajustement - même si certaines études permettent de penser que le problème ne se pose généralement pas (encadré 5).

Encadré 5. Le cas des transferts monétaires à visée sociale en Afrique du Sud

Selon Samson (2008), des études - fondées sur des enquêtes par panel permettant de suivre dans le temps les bénéficiaires de prestations sociales en Afrique du Sud - ont conclu que les travailleurs appartenant à des familles bénéficiaires de transferts sociaux (aides) recherchaient du travail plus activement et plus loin et qu'ils trouvaient de ce fait plus facilement un nouvel emploi que les travailleurs appartenant à des ménages pauvres comparables qui ne recevaient pas ces prestations. D'après l'auteur, ces aides contribuent vraisemblablement à réduire les risques sociaux et les difficultés de trésorerie des ménages pauvres, et par voie de conséquence encouragent la mobilité et la recherche d'emploi. Des effets similaires ont été rapportés, sur la base d'informations ponctuelles, pour des pays comme le Brésil, le Mexique, le Kenya, la Namibie et la Zambie.

Le Projet sur les échanges et l'ajustement structurel lancé par l'OCDE en 2005 a mis en évidence que les réformes commerciales qui ont porté le plus de fruits sont celles qui étaient accompagnées d'une quelconque forme d'assistance en faveur de ceux sur lesquels devait retomber l'essentiel de l'ajustement. Sous réserve de quelques précautions, une assistance ciblée peut être efficace et équitable, et c'est une solution beaucoup plus pragmatique pour les pays à faible revenu que les mesures d'assistance génériques, de type sécurité sociale. Dans un souci d'efficacité, les programmes d'aide ciblée doivent être : i) limités dans le temps avec une stratégie de retrait bien définie, ii) découplés de la production, iii) axés sur le retour à l'emploi des personnes qui ont perdu leur travail, iv) compatibles avec les dispositifs généraux de protection sociale (s'il en existe), et v) transparents et soumis à contrôle (OCDE, 2005b).

Selon Harrison (2006), il est également fondamental, pour tirer profit du commerce, de déployer plus d'efforts pour bien déterminer le type de mesures qui devraient accompagner les réformes commerciales et pour mieux appréhender comment concevoir des filets de protection sociale appropriés.

Maurice, en plus d'adapter son programme d'aide pour le commerce, a entrepris une réorganisation en profondeur de son économie en opérant une refonte de ses secteurs traditionnels (textile et sucre), en stimulant la croissance de branches d'activité existantes (services financiers), et en développant des industries à plus forte valeur ajoutée dans des domaines comme les TIC. Cela a été possible parce que le gouvernement était pleinement conscient de la nécessité de réformes du commerce et du marché du travail qui se complètent mutuellement, de manière à minimiser les coûts de l'ajustement et à entretenir du mieux possible la dynamique de réforme. Ces résultats viennent corroborer l'étude OIT/OMC (2007) qui constate que les réformes commerciales introduites en association avec des programmes relatifs au marché du travail ont plus de chances d'avoir un impact positif significatif aussi bien sur la croissance que sur l'emploi (et donc sur la pauvreté), et qu'il est ainsi apparu que les mesures qui assurent un plus large accès à l'éducation stimulent la croissance tout en réduisant les inégalités.

L'amélioration de l'éducation peut contribuer à combler les besoins des secteurs en expansion en travailleurs mieux formés ou qualifiés, à diversifier la production par l'ajout de produits à plus forte valeur ajoutée et à stimuler la productivité et la mobilité de la main-d'œuvre. Une récente étude a démontré que, dans le cas de la Chine, l'élévation du niveau d'instruction facilite considérablement le passage d'une activité agricole à un autre secteur, lequel offre souvent une voie pour sortir de la pauvreté. On a constaté qu'une année d'études supplémentaire augmentait de 14 % les chances de trouver un emploi non agricole (Zhang, Huang et Rozelle, 2002). Une autre étude récente menée par la CNUCED a conclu que l'amélioration de l'instruction et de l'accumulation de compétences chez les femmes était la mesure supplétive la plus importante dans la prise en charge des aspects de l'ajustement lié au commerce ayant trait à la parité (CNUCED, 2008).

Au nombre des autres mesures complémentaires importantes figurent un environnement macroéconomique sain et une politique budgétaire à large assise, l'accès à de meilleurs services de soins de santé, des droits de propriété renforcés, l'accès au crédit afin d'investir dans les améliorations technologiques et l'accès à l'information. Rassemblant tous ces éléments, Rodrik (2003) identifie un « tiercé » de « principes fondamentaux » en matière de politique économique : des marchés qui favorisent la concurrence et assurent une répartition efficace des ressources ; des institutions qui garantissent les droits de propriété et l'intégrité des transactions commerciales, sans lesquels les marchés disparaîtraient ; et la stabilité macro-économique pour donner confiance dans les perspectives économiques futures et par là même encourager l'investissement indispensable à la poursuite de la croissance. Ces trois éléments sont indissociables, aucun ne suffisant à lui seul à induire la croissance. Renforcer les capacités des pays en développement de concevoir et de mettre en œuvre de telles politiques leur permettra de mieux faire face aux répercussions sociales des réformes du commerce et les aidera à rallier le soutien populaire en faveur des réformes à proprement parler et, par conséquent, de leur durabilité (OIT/OMC, 2007).

Une démarche identique mais des solutions adaptées

Chacun des facteurs externes mis en lumière comme étant un obstacle à l'intégration des pays en développement dans le système commercial réclame une intervention à l'échelon international, qu'il s'agisse d'une diminution des obstacles aux exportations des pays en développement, de l'application d'une discipline plus stricte en matière de marchés publics et de pratiques relatives à la liaison de l'aide, ou de l'amélioration de l'accès des pays au financement. La crise financière mondiale et ses séquelles rendent particulièrement préoccupante la question de l'accès au crédit.

Dans le sens où l'action et la coopération internationales couvrent une variété de domaines d'action – notamment le commerce, l'aide au développement et la réforme financière – la même cohérence doit être assurée dans l'application des différentes politiques. Comme le souligne Collier (2007), il est stupide de fournir une aide dans le but de promouvoir le développement et de suivre dans le même temps des politiques commerciales qui entravent la réalisation de cet objectif. De même qu'il n'est pas non plus logique de soutenir la promotion de la coopération régionale entre les pays en développement dans le but de renforcer les infrastructures partagées et le commerce tout en concluant, en parallèle, des accords commerciaux préférentiels avec certains, et non la totalité, des membres d'un groupement régional (Heydon et Woolcock, 2009). Comme convenu dans les OMD, de tels exemples d'incohérence de l'action publique doivent être corrigés (note 2).

Un autre aspect de la « cohérence » concerne le rythme de la libéralisation du commerce. Compte tenu des déficiences des pays en développement et dans le but de renforcer le caractère vertueux du couple commerce-pauvreté, il est proposé d'adopter une stratégie qui permette une ouverture du commerce selon plusieurs degrés (pour différentes catégories de biens et de services au moment opportun) et qui classe par ordre de priorité les résultats au regard du développement humain (PNUD, 2003 ; CNUCED, 2004). Toutefois, comme nous le rappelle l'expérience des pays en développement en matière de traitement spécial et différencié, il convient de veiller à ce que le caractère progressif de la libéralisation du commerce ne sape pas entièrement les bénéfices de cette libéralisation.

La poursuite d'une approche cohérente de l'intégration des pays en développement dans le système commercial est facilitée par la reconnaissance d'objectifs et de principes largement applicables, et notamment l'adoption de politiques qui permettent au travail et au capital de se déplacer des zones d'activité en récession vers d'autres en expansion, qui ne pénalisent pas les secteurs d'activité d'exportation et qui reposent sur l'avantage comparatif sous-jacent du pays en question (Michalopoulos, 2003 ; Lin, 2007).

Le « pays en question » contient toutefois une réserve importante. Une étude de l'organisation Consumer Unity and Trust Society (CUTS) International (2008) sur les liens entre le commerce, le développement et la pauvreté conclut que ce qu'il faut avant tout retenir est que le même train de mesures produit des résultats profondément différents dans les diverses études de cas des pays. Elle attribue cette disparité des résultats à plusieurs facteurs : les caractéristiques physiques et géographiques des pays, les modalités de mise en œuvre des mesures, la capacité et la qualité des institutions sous l'égide desquelles les réformes sont mises en œuvre, et le contexte politique et social. L'interaction complexe des réformes et des caractéristiques structurelles des pays détermine les résultats globaux qu'il est impossible de prévoir dans le cadre de modèles théoriques simplifiés (CUTS, 2008).

Il est désormais généralement admis qu'en matière de développement le remède universel n'est pas de mise et qu'il ne serait en tout état de cause pas à la hauteur des attentes. Les ingrédients sont les mêmes dans tous les pays qui ont atteint à la croissance, mais le dosage est différent.

Conclusions

Le commerce est essentiel à la croissance économique et à la diminution de la pauvreté. L'aide pour le commerce fournit pour sa part un cadre au sein duquel les opportunités offertes par le commerce peuvent se concrétiser entièrement. Toutefois, il faut également reconnaître que des interventions dans une vaste palette de domaines d'action seront également nécessaires pour permettre à l'aide pour le commerce d'être pleinement efficace. Premièrement, l'aide pour le commerce doit être soutenue par la coopération internationale afin de s'attaquer aux obstacles externes au commerce, qu'ils soient liés directement au commerce comme les obstacles dus aux tarifs douaniers et autres, ou indirectement, dans des domaines tels que les marchés publics et l'accès au financement. La crise financière mondiale et ses séquelles rendent particulièrement préoccupante la question de l'accès au crédit. Un aspect de la coopération internationale est la poursuite d'une plus grande cohérence dans l'application des politiques commerciales et des mesures d'aide des économies avancées. Deuxièmement, l'aide pour le commerce doit être soutenue par une série de mesures complémentaires dans les pays en développement. Les bénéfices d'un régime commercial libéral ne s'exprimeront pleinement que dans une économie capable de faire face à l'ajustement, ce qui nécessite des politiques macroéconomiques appropriées, des marchés du travail efficaces, un système d'éducation et de formation qui offre un soutien adapté et un environnement réglementaire sain. Ensemble, ces mesures facilitent la mobilité des travailleurs et l'entrée et la sortie des entreprises, qui, à leur tour, permettent au travail et au capital de passer librement des secteurs d'activité en déclin à d'autres en expansion. Une prise en charge efficace de l'ajustement réclame également la mise à disposition de filets de sécurité sociale pour les personnes les plus désavantagées par l'ouverture des marchés, souvent les plus pauvres. Il peut s'agir d'une assistance ciblée, mais quelle que soit sa forme, elle doit être transparente, limitée dans le temps, compatible avec les filets de sécurité généraux, et avoir pour objectif d'aider les victimes de suppressions d'emplois à retrouver un travail.

Pour conclure, quatre mesures concrètes visant à promouvoir le dialogue sur la contribution de l'aide pour le commerce à la croissance économique et à la diminution de la pauvreté sont proposées :

Premièrement, il est nécessaire de montrer l'utilité de l'aide pour le commerce. Il reste impératif de démontrer et de faire connaître le fait qu'une libéralisation générale du commerce multilatéral et l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale peuvent avoir des bénéfices considérables.

Deuxièmement, il convient de démontrer que l'aide pour le commerce contribue à des objectifs plus vastes de développement. Les différents acteurs doivent prendre conscience que l'aide pour le commerce s'inscrit dans un tableau plus vaste, qui regroupe la coopération internationale, l'amélioration de la cohérence des politiques et une approche du développement économique et de la diminution de la pauvreté qui implique l'ensemble des acteurs publics.

Troisièmement, l'aide pour le commerce doit avoir des objectifs identifiables. Il convient de recenser au cas par cas et pays par pays la nature et l'ampleur des obstacles à la pleine concrétisation des bénéfices du commerce.

Quatrième et dernier point, il est nécessaire de montrer que l'aide pour le commerce peut atteindre ses objectifs. Là encore, la façon dont l'aide pour le commerce permettra de surmonter les obstacles mis au jour, viendra appuyer les initiatives prises ou envisagées par les entreprises privées, et leur apportera une valeur ajoutée, et s'intégrera dans le cadre, toujours en évolution, de la coopération régionale et multilatérale, devra être spécifiée au cas par cas et pays par pays.

Notes

- 1 . La CNUCED (2004) a souligné qu'il fallait « d'urgence renforcer les capacités des donateurs eux-mêmes touchant les échanges », et qu'il était « tout aussi important et urgent d'intégrer le commerce dans les programmes d'aide que d'en tenir compte dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté ».
- 2 . Parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement, l'objectif 8 prend une importance particulière dans le contexte de l'Initiative en faveur de l'aide pour le commerce dans la mesure où il touche à la fois à l'aide et au commerce, notamment la cible 12 « Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire », qui va dans le sens des intérêts des pays en développement, et les cibles 13 et 14, qui sont axées sur les besoins particuliers des PMA, des pays enclavés et des petits États insulaires en développement et qui appellent expressément à un accroissement de la part de l'APD affectée au renforcement des capacités commerciales (indicateur 41 relatif aux OMD).
- 3 . Pour Rodrik (2007), le processus d'acquisition/importation et d'adaptation de technologies étrangères avancées est peut-être le mécanisme qui relie de la manière la plus irréfutable le commerce à la croissance dans les pays en développement.
- 4 . En outre, cette acquisition d'innovations étrangères peut à son tour entraîner une amélioration plus rapide de la dotation en ressources et des structures industrielles et technologiques du pays, à la condition que ce dernier s'engage dans une « innovation de processus » de manière à adapter les technologies empruntées aux conditions locales et à tenir compte de son avantage comparatif (Lin, 2007).
- 5 . Selon le théorème de Stolper-Samuelson, une augmentation des échanges suite à la suppression des obstacles aux importations entraînera une hausse du revenu réel du facteur utilisé relativement intensivement dans la production des exportations.
- 6 . Techniquement parlant, la régression économétrique est, dans ce domaine, un exercice délicat car la plupart des variables explicatives sont plus ou moins endogènes. Les analyses quantitatives de l'impact de l'aide sur la croissance économique se heurtent à des problèmes similaires et sont aussi parvenues à des conclusions contradictoires, en raison de différences dans la spécification des modèles (voir, par exemple, Roodman, 2007).
- 7 . Parmi les autres travaux récents sur la relation entre la mondialisation, les inégalités et le développement, citons ceux de Nissanke et Thorbecke (2007), Mamoon (2007), et Goldberg et Pavcnik (2007).
- 8 . Voir aussi « The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development », de la Commission sur la croissance et le développement (2008) pour d'autres preuves de l'importance de l'ouverture du commerce et d'une intégration

réussie dans l'économie mondiale dans les 13 pays sélectionnés pour leur taux de croissance rapide sur de longues périodes.

- 9 . Une série d'études de cas a été réalisée par CUTS International (2008) pour examiner le lien entre la croissance des exportations et la réduction de la pauvreté au cours de diverses périodes pour lesquelles des informations sont disponibles dans 13 pays en développement d'Asie et d'Afrique subsaharienne. Les éléments ressortant de ces études de cas donnent à penser que, bien qu'il existe une corrélation généralement positive entre la croissance des exportations et la réduction de la pauvreté dans la plupart des pays, il y a aussi d'autres facteurs qui entrent en jeu, et dont l'influence est parfois assez forte.
- 10 . On peut avancer un autre argument en faveur de l'intégration Sud-Sud qui vaut aussi bien pour le modèle de développement orienté vers l'intérieur (fermé) que pour celui orienté vers les marchés extérieurs (ouvert). Dans le modèle fermé, le commerce Sud-Sud est considéré, de manière illusoire, comme une solution de remplacement aux échanges Nord-Sud qui permettra au Sud de réduire sa dépendance à l'égard des marchés du Nord à dominance technologique. Dans le modèle de développement ouvert, l'intégration commerciale Sud-Sud est considérée comme complémentaire du commerce Nord-Sud dans la mesure où les marchés du Sud, qui ont un potentiel de croissance élevé, peuvent offrir des débouchés intéressants à l'exportation (Otsubo, 1998).

Bibliographie

- Aghion, P. *et al.* (2006), "The Unequal Effects of Liberalization: Evidence from Dismantling the License Raj in India", *CEPR Discussion Paper No. 5492*, Centre for Economic Policy Research, Londres, février.
- Aisbett, E. (2005), "Why are the critics so convinced that globalisation is bad for the poor?", *NBER Working Paper 11066*, National Bureau of Economic Research, Massachusetts.
- Amiti, M. et D.R. Davis (2008), "Trade, Firms and Wages: Theory and Evidence", *CEPR Discussion Paper No. DP6872*, Centre for Economic Policy Research, Londre, juin.
- Anderson, K. et W. Martin (2006), *Agricultural Trade Reform and the Doha Development Agenda*, Banque mondiale, Washington D.C.
- Anderson, K. et L.A. Winters (2008), "The Challenge of Reducing International Trade and Migration Barriers", *CEPR Discussion Paper No. DP6760*, Centre for Economic Policy Research, Londres, mars.
- Annan, K. (2003), Message du Secrétaire général de l'ONU, Conférence ministérielle - Cinquième session, Cancun (Mexique), WT/MIN(03)/12, OMC, Genève.
- Bannister, G.J. et K. Thugge (2001), "International Trade and Poverty Alleviation", *IMF Working Paper*, FMI, Washington, DC.
- Berg, A. et A. Krueger (2003), "Trade, Growth, and Poverty: A Selective Survey", *IMF Working Paper*, FMI, Washington, DC.
- Berloffia, G. et M.L. Segnana (2006), "Trade, Poverty and Growth: Two perspectives, one message?", in N. Salvadori (ed.), *Economic Growth and Distribution: On the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Edward Elgar, 2006.
- Bhagwati, J. (2004), *In Defence of Globalisation*, Oxford University Press, New York.
- Bhagwati, J. et T.N. Srinivasan (2001), "Trade and Poverty in Poor Countries", document non publié.
- Bigsten, A. et al. (2004), "Do African Manufacturing Firms Learn from Exporting?", *Journal of Development Studies*, Vol. 40, No. 3 (février), pp.115-141.
- Billmeier, A. et T. Nannicini (2007), "Trade Openness and Growth: Pursuing Empirical Glasnost", *IMF Working Paper WP/07/156*, FMI, Washington, DC.
- Bolaky, B. et C. Freund (2004), "Trade, Regulations and Growth", *World Bank Policy Research Working Paper*, Banque mondiale, Washington DC.
- Bonaglia, F., K. Fukasaku et M. Hayashikawa (2006), "Aid for Trade and Agro-Based Private Sector Development in Africa: Lessons from Tanzania and Zambia", document non publié, Centre de développement OCDE, Paris.

- Bora, S., A. Bouet et D. Roy (2007), “The marginalisation of Africa in World Trade”, Research Brief No. 7, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC.
- Cadot, O., C. Carriere et V. Strauss-Kahn (2007), “Export Diversification: What’s Behind the Hump?”, *CEPR Discussion Paper No. DP6590*, Centre for Economic Policy Research, Londres, novembre.
- Cashin, P. *et al.* (2001), “Macroeconomic Policies and Poverty Reduction: Stylized Facts and an Overview of Research”, *IMF Working Paper*, FMI, Washington, DC.
- Chang, H-J. (2007), *Bad Samaritans*, Random House Business Books, Londres.
- Cicowiez, M. et A. Conconi (2008), “Linking Trade and Pro-poor Growth: A Survey”, in Cockburn, J. et P. Giordano (eds.) *Trade and Poverty in the Developing World*, Banque interaméricaine de développement, Washington D.C.
- Clark, X., D. Dollar et A. Micco (2004), “Port Efficiency, Maritime Transport Costs and Bilateral Trade”, *Journal of Development Economics*, 75 (2004), pp. 417-450.
- Cling, J-P. (2006), « Commerce, croissance, pauvreté et inégalités dans les PED : une revue de littérature », Document de travail DIAL, Développement Institutions et analyses de long terme, Paris.
- Collier, P. (2007), *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*, Oxford University Press, New York.
- Collier, P. et A.J. Venables (2007), “Rethinking Trade Preferences: How Africa can Diversify its Exports”, *CEPR Discussion Paper No. DP6262*, Centre for Economic Policy Research, Londres, avril.
- Commission pour l’Afrique (2005), Notre intérêt commun (accessible à l’adresse <http://www.commissionforafrica.com>).
- Commission sur la croissance et le développement (2008), *The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development*, Banque mondiale, Washington DC.
- CUTS International (2007), *Strengthening the Linkages between Trade, Development and Poverty Reduction*, CUTS Centre for International Trade, Economics & Environment, Jaipur, Inde.
- CUTS International (2008), *Trade-Development-Poverty Linkages: Reflections from Selected Asian and Sub-Saharan Africa Countries, Volume I – Country Case Studies*, CUTS International, Jaipur, Inde.
- Datt, G. et M. Ravallion (1996), “Why Have Some Indian States Done Better Than Others at Reducing Rural Poverty?”, *Policy Research Working Paper 1594*, Banque mondiale, Washington, DC.
- De Melo, J., J. Gourdon et N. Maystre (2006), “Openness, Inequality and Poverty: Endowments Matter”, *CEPR Discussion Paper No. 5738*, Centre for Economic Policy Research, Londres, juillet.

- DFID (UK Department for International Development) (2005), *Trade matters in the fight against world poverty*, Department for International Development and Department of Trade and Industry, Londres. Accessible à l'adresse suivante : <http://www.dfid.gov.uk/tradematters/default-old.asp>.
- DFID (2008), *Growth: Building Jobs and Prosperity in Developing Countries*, Department for International Development, Londres.
- Dihel, N. (2005), "The Impact of Services Barriers on Effective Rates of Protection in Agriculture and Manufacturing", in OECD *Enhancing the Performance of the Services Sector*, OCDE, Paris, pp. 127-130.
- Fischer, S. (2003), "Globalisation and Its Challenges", American Economics Association, Washington, DC., <http://www.iie.com/fischer/pdf/fischer011903.pdf>.
- Francois, J.F. et M. Manchin (2007), "Institutions, Infrastructure and Trade", *CEPR Discussion Paper No. 6068*. Centre for Economic Policy Research, Londres, janvier.
- Goldberg, P.K. et N. Pavcnik (2007), "Distribution Effects of Globalisation in Developing Countries", *Journal of Economic Literature*, Vol. XLV (March), pp. 3982.
- Harrison, A. (2006), "Globalisation and Poverty", *NBER Working Paper 12347*, National Bureau of Economic Research, Massachusetts.
- Hausmann, R., J. Hwang et D. Rodrik (2005), "What You Export Matters", CID Working Paper No. 123, Université de Harvard, Cambridge.
- Hertel, T. et L.A. Winters (2005), "Poverty Impacts of a WTO Agreement: Synthesis and Overview", Banque mondiale, Washington, DC.
- Heydon, K. (2006), "Advancing the Doha Development Agenda", in *Agenda* Vol. 13 No. 2, pp. 161-174.
- Heydon, K. (2008), "Asymmetric integration: The role of regionalism" in Sampson, G. and B. Chambers *Developing Countries and the WTO: Policy Approaches*, United Nations University Press, Tokyo, pp. 229-252.
- Heydon, K. et S. Woolcock (2009), *The Rise of Bilateralism: Comparing American, European and Asian Approaches to Preferential Trade Agreements*, United Nations University Press, Tokyo.
- Hoekman, B. et M. Olarreaga (2007), *Global Trade and Poor Nations: The Poverty Impacts and Policy Implications of Liberalisation*, Brookings Institute Press, Washington, DC.
- IFPRI (2007), *Developing and Connecting Markets for Poor Farmers*, Washington, DC.
- OIT/OMC (2007), *Commerce et emploi : un défi pour la recherche en matière de politique*, Genève.
- FMI (2002), *Améliorer l'accès au marché : pour une plus grande cohérence entre l'aide et le commerce*, Document interne du FMI. Accessible à l'adresse <http://www.imf.org/external/np/exr/ib/2002/032102.htm>.
- Institute of Development Studies (2006), "Gender and Trade", INBRIEF, BRIDGE Bulletin, Issue 17, janvier 2006, Sussex.
- International Poverty Centre (2008), "Gender Equality", *Poverty in Focus*, No. 13 (janvier), Brasilia.

- Irwin, D.A. (2002), *Free Trade Under Fire*, Princeton University Press, Princeton.
- Korinek, J. (2005), “Trade and Gender: Issues and Interactions”, Trade Policy Working Paper No. 24, Direction des échanges, OCDE, Paris.
- Kowalski, P. (2006), “*The Doha Development Agenda: Welfare Gains from Further Multilateral Tariff Liberalisation*”, in *Trading Up: Economic Perspectives on Development Issues in the Multilateral Trading System*, OCDE, Paris.
- Kowalski, P. et B. Shepherd (2006), “South-South Trade in Goods”, Trade Policy Working Paper No. 40, Direction des échanges, OCDE, Paris.
- Kremer, M. et E. Maskin (2007), “Globalisation and Inequality”, Harvard University, Press Cambridge.
- Lesser, C. et E. Moisé-Leeman (2009), “Informal Cross-Border Trade and Trade Facilitation Reform in sub-Saharan Africa”, OECD Trade Policy Working Papers, No. 86, OCDE, Paris.
- Licandro, O. et A. Navas (2007), “Trade Liberalization, Competition and Growth”, *CEPR Discussion Paper No. DP6500*, Centre for Economic Policy Research, Londres, octobre.
- Limao, N. et A.J. Venables (2001), “Infrastructure, geographical disadvantage and transport costs”, *The World Bank Economic Review*, 15(3), pp. 451-479.
- Lin, J.Y. (2007), “Development and Transition: Idea, Strategy, and Viability”, avant-projet de document établi pour les « Marshall Lectures » à l’Université de Cambridge.
- Lippoldt, D. et W. Park (2007), “Technology Transfer and the Economic Implications of the Strengthening of Intellectual Property Rights in Developing Countries”, 26 octobre 2007, OCDE, Paris.
- Lippoldt, D. et P. Kowalski (2005), “Trade Preference Erosion: Potential Economic Impacts”, *OECD Trade Policy Working Paper No. 17*, OCDE, Paris.
- Madhumanti (2005), “Global Partnership for Development: Contextualising Trade, Aid & Poverty Reduction”, *CUTS International Briefing Paper*, TDP 1/2005, CUTS International, 2005.
- Mamoon, D. (2007), “How May International Trade affect Poverty in a Developing Country Setup? The Inequality Channel”, *MPRA Paper No. 2716*. Accessible à l’adresse suivante : <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/2716>.
- Mann, C.L. (2007), “Technology, Trade in Services and Growth”. Document présenté lors de la conférence de l’OCDE sur les échanges, l’innovation et la croissance, 15-16 octobre, OCDE, Paris.
- McCulloch, N., L.A. Winters et X. Cirera (2001), *Trade Liberalisation and Poverty: A Handbook*, Centre for Economic Policy Research and Department for International Development, Londres.
- Melchior, A. (2006), “Aid for Trade and the Post-Washington Confusion”, document rédigé pour la NORAD et le ministère norvégien des Affaires étrangères (8 décembre 2006), Oslo.
- Melitz, M. J. et G. Ottaviano (2005), “Market Size, Trade and Productivity” NBER Working Paper No. 11393, National Bureau of Economic Research, Massachusetts.

- Michalopoulos, C. (2003), “Trade and Poverty”, SIDA Trade Brief, Stockholm.
- Morrison A., D. Raju et N. Sinha (2007), “Gender Equality, Poverty and Economic Growth”, Policy Research Working Paper 4349, Banque mondiale, Washington, DC.
- Neak, S. et S. Yem (2006), Trade and Poverty Link: The Case of the Cambodian Garment Industry, projet de rapport, Institut économique du Cambodge, Phnom Penh.
- Nogues, M. et M. Siscart, 2005, Trade raises income: a precise and robust result, *Journal of International Economics*, 65(2): 447-460.
- Nielson, J. et D. Taglioni (2004), Libéralisation des échanges de services : Identification des possibilités et des avantages, Documents de travail de l’OCDE sur la politique commerciale n° 1, OCDE, Paris.
- Nissanke, M. et E. Thorbecke (dir. pub.) (2007), *The Impact of Globalisation on the World’s Poor*, Palgrave-MacMillan.
- Nguyen, N.P. et K. Bird (2007), “Pro-poorness of trade policies: a review of international experience”, Overseas Development Institute, Londres.
- Nordas, H., S. Miroudot et P. Kowalski (2006), Gains dynamiques découlant des échanges, Documents de travail de l’OCDE sur la politique commerciale n° 43, OCDE, Paris.
- OCDE (2000), *Les échanges internationaux et les normes fondamentales du travail*, Paris.
- OCDE (2001), Échanges et développement : Les enjeux, Paris.
- OCDE (2005a), « Mettre la libéralisation des échanges au service du développement », Synthèses, Paris
- OCDE (2005b), Les échanges et l’ajustement structurel, Paris.
- OCDE (2006a), Vers une croissance pro-pauvres : Les messages clés, Paris.
- OCDE (2006b), Assistance technique liée au commerce : Que nous apprennent les évaluations récentes ? , Centre de développement OCDE, Paris.
- OCDE (2007a), Entreprendre pour le développement : Promouvoir le secteur privé, Centre de développement de l’OCDE, Paris.
- OCDE (2007b), Aid for trade at a Glance 2007: 1st Global Review, OCDE, Paris.
- OCDE (2007c), “Binding Constraints to Trade and the Role of Aid: Progress Report”, COM/DCD/TAD(2007)12, Paris.
- OCDE (2007d), Réformes économiques 2007 : Objectif croissance, Paris.
- OCDE (2007e), Forum mondial de l’OCDE sur les échanges, l’innovation et la croissance, Paris 15-16 Octobre 2007, www.oecd.org/tad/tradeglobalforum2007.
- Otsubo, S. (1998), “New Regionalism and South-South Trade”, GSID APEC Discussion paper No.18, mai.
- Page S. (2007a), “The Potential Impact of the Aid for Trade Initiative”, G-24 Discussion Paper Series, CNUCED, Genève.
- Page, S. (2007b), “Policy space: Are WTO rules preventing development?”, ODI Briefing Paper, janvier 2007, Overseas Development Institute, Londres.

- Panagariya, A. (2008), *India the Emerging Giant*, Oxford University Press, New York.
- Rodrik, D. (2007), *One Economics Many Recipes: Globalisation, Institutions, and Economic Growth*, Princeton University Press, New Jersey.
- Rodriguez, F. et D. Rodrik (1999), "Trade policy and economic growth: A sceptic's guide to the cross-national evidence", NBER Working Paper 7081, National Bureau of Economic Research, Massachusetts.
- Roodman, D. (2007), "Macro Aid Effectiveness Research: A Guide for the Perplexed", CGD Working Paper 135, Centre for Global Development, Washington, DC.
- Salinas, G. et A. Aksoy (2006), "Growth Before and After Trade Liberalisation", Policy Research Working Paper 4062, Banque mondiale, Washington, DC.
- Samson, M. (2008), "Social Cash Transfers", "projet (22 février 2008), OECD/POVNET Good Practice Note, Équipe de projet du POVNET sur l'emploi et les marchés du travail, OCDE, Paris.
- Samuelson, P.A. (1951), *Economics, An Introductory Analysis*, McGraw Hill, Londres.
- Schumpeter, J. (1954) *History of Economic Analysis*, published posthumously, ed. Elisabeth Boody Schumpeter, Oxford University Press, Oxford.
- Seshamani, V. (2006), *Trade liberalisation and its impacts: Zambia case studies*, report prepared for the TDP project of CUTS, Lusaka.
- Sexton, S., S. Nair et P. Kirbat (2004), *Women's Health in a Free Market Economy*, Women's Global Network for Reproductive Rights, Corner House Briefings 31, Taunton, Angleterre.
- Ten Raa, T. et P. Mohnen (2006), "Competition and performance: The different roles of capital and labour", *Journal of Economic Behavior and Organization*.
- Tinbergen, J. (1956) *Economic Policy: Principles and Design*, North Holland, Amsterdam.
- Turner, L., N. Nguyen et K. Bird (2008), An overview of ex ante tools for assessing the impact of trade liberalisation on the poor, rapport établi pour le BMZ et la GTZ, Overseas Development Institute, Londres.
- CNUCED (1999), *Contribution de la CNUCED à l'application du nouveau programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 : infrastructure de transport, commerce et compétitivité de l'Afrique*, Genève.
- CNUCED (2004), *Les pays les moins avancés -- Rapport 2004 : Commerce international et réduction de la pauvreté*, Genève.
- CNUCED (2005), *An IF Manual: Integrating LDCs into the International Trading System*, Genève.
- CNUCED (2006a), *Les pays les moins avancés – Rapport 2006 : Développer les capacités productives*, Genève.
- CNUCED (2006b), "Aid for Trade", *Rapport sur une Conférence organisée par les secrétariats de la CNUCED et du Commonwealth*, Genève.
- CNUCED (2008), *Intégration des questions de parité dans la politique commerciale (TD/B/C.1/EM.2/2)*, Genève.

- PNUD (2003), *Making Global Trade Work for People*, Earthscan Publications, Londres.
- PNUD (2005), « Commerce international : débloquent le potentiel de développement humain », *Rapport mondial sur le développement humain 2005*, pp. 120-159 (Ch. 4).
- ONUDI (2007), « Comment l'aide pour le commerce peut-elle transformer les PMA? », document de réflexion pour la Conférence ministérielle des pays les moins avancés, 29 et 30 novembre 2007, Vienne.
- USAID (United States Agency for International Development) (2006), *The Impact of Trade Liberalisation on Poverty*, Summary of proceedings from an April 2005 conference on Trade Liberalisation and Poverty, Washington, DC.
- Venables, A.J. et P. Collier (2008), "Illusory Revenues: Tariffs in Resource-Rich and Aid-Rich Economies", *CEPR Discussion Paper No. DP6729*, Centre for Economic Policy Research, Londres, février.
- Walkenhorst, P. et T. Yasui (2003), *Évaluation quantitative des avantages de la facilitation des échanges*, TD/TC/WP(2003)/Final, OCDE, Paris.
- Winters, L.A. (2002), "Trade Liberalisation and Poverty: What are the Links?", *The World Economy*, Vol. 25 (septembre), Issue 9, pp. 1339-1367.
- Winters, L.A. (2004), "Trade Liberalisation and Economic Performance: An Overview", *The Economic Journal*, Vol. 114 (février), pp. F4-F21.
- Winters, L.A., N. McCulloch et A. McKay (2004), "Trade Liberalisation and Poverty: The Evidence So Far", *Journal of Economic Literature*, Vol. XLII (mars), pp. 72-115.
- Banque mondiale (2002), "Trade Policy", chapitre 13 de PRSP Sourcebook, Volume 2: Macroeconomic and Sectoral Approaches, Washington, DC.
- Banque mondiale (2005), *Pro-Poor Growth in the 1990s: Lessons and Insights from 14 Countries*, Washington, DC.
- Banque mondiale (2006), *Examen annuel de l'efficacité du développement 2006 : Obtenir des résultats*, Groupe d'évaluation indépendant, Washington, DC.
- OMC (2005), *Programme de travail de Doha - Déclaration ministérielle, Conférence ministérielle - Sixième session - Hong Kong, WT/MIN(05)/DEC*, Genève.
- Zhang, L., J. Huang et S. Rozelle (2002), "Employment, Emerging Markets, and the Role of Education in Rural China", *China Economic Review*, 13(2, 3), 2002, pp. 313-328.